LE MENSUEL ÉCONOMIQUE DE MIDI-PYRÉNÉES | N° 332 | DÉCEMBRE 2015

A l'affiche Jean-Nicolas Piotrowski, dirigeant fondateur d'ITrust

ENTREPRISES MIDI-PYRÉNÉES

MAGAZINE ÉCONOMIQUE

UNE CHIMIE DE PLUS EN PLUS VERTE

Nacarat

agence de design couleur

N'PY

améliorer l'hébergement dans les stations

LE MAGAZINE DU MEDEF EN MIDI-PYRÉNÉES | D7140 | 6€

Mouvement des Entreprises de France
MEDEF Haute-Garonne

UNE MARQUE UNIQUE :

Courtier d'assurances leader en Midi-Pyrénées, Assurinco vous offre une expertise professionnelle reconnue

DES ENGAGEMENTS MULTIPLES :

- > Accompagnement quotidien sur tout le territoire national
- > Indépendance et représentation de toutes les compagnies d'assurance
- > Bilans et suivis annuels garantis
- > Charte assurance responsable

OFFRE EXCLUSIVE
VOTRE AUDIT ASSURANCE GRATUIT

ASSURINCO

Une nouvelle idée de l'assurance responsable

Pour prendre rendez-vous avec l'un de nos experts métiers : contactez Assurinco au 05 34 45 04 04
ASSURINCO , une marque commerciale de Cabinet Chaubet Courtage

www.assurinco.fr - 122 bis quai de Tounis - BP 90 932 - 31 009 TOULOUSE

Pierre-Marie HANQUIEZ

Président du Medef
de la Haute-Garonne

COP 21 : un souffle et un sens collectifs à notre action, qui mettent au coeur, l'homme et sa liberté de vivre !

La conférence de Paris sur le climat constitue un évènement majeur pour nous tous. Le Medef a pris acte des conclusions du GIEC sur la nécessité de limiter à la fin du siècle le réchauffement global à 2°C pour éviter que le changement climatique ne prenne des proportions dangereuses et irréversibles.

Nous appelons alors de nos vœux un accord international ambitieux et robuste qui permette à tous les pays de s'engager.

Pour nos entreprises, le changement climatique est aussi une opportunité fantastique de créer de la croissance et des emplois.

Pour exemple, les questions suivantes évoquées lors du «*Business and Climate Summit*» en Mai 2015, dans la perspective de la COP 21 ouvrent le champ des possibles :

• Comment la tarification du carbone peut-elle doper l'innovation, créer de nouveaux marchés, produits et services, réduire la consommation d'énergie, créer des emplois et orienter l'épargne ?

• Comment la fixation d'une trajectoire d'émissions, mondiale et de long terme, lors de la COP21 peut-elle mobiliser des investisseurs et accélérer la transition vers une économie bas carbone ?

> **Pour nos entreprises le changement climatique est aussi une opportunité fantastique de créer de la croissance et des emplois.**

Avec nos filières d'excellence nous avons tous les atouts. La France est également bien placée avec une production d'énergie électrique à faible émission de CO^2, de dioxyde de carbone. Nos entreprises, nos laboratoires, ont une grande partie des solutions entre leurs mains.

Dans ce numéro d'Entreprises Midi-Pyrénées notre dossier sur la chimie verte met en avant des réalisations concrètes et innovantes issues d'entreprises et laboratoires locaux pour limiter les émissions de CO^2. Il y a bien d'autres initiatives en cours dans l'aéronautique et l'espace, les systèmes embarqués, le bâtiment, l'agriculture et l'agroalimentaire... qui illustrent notre capacité à agir.

Le défi est immense à l'échelle de la planète. Mais il n'est probablement pas insurmontable. Nous allons le relever car nous ne voulons pas léguer à la jeunesse et aux générations qui suivront une «*dette climatique*».

Alors que notre pays vit une période d'effroi et d'attaques sanguinaires, notre mobilisation pour le climat qui pourrait paraitre secondaire, procure un souffle et un sens collectifs à notre action, y compris dans nos entreprises, qui mettent au cœur l'homme et sa liberté de vivre !

ENTREPRISES MIDI-PYRÉNÉES MAGAZINE ÉCONOMIQUE

Décembre 2015 | ENTREPRISES MIDI-PYRENEES Le mensuel du Medef Haute-Garonne, Commission paritaire : 1215G87999 | **DIRECTION** directeur de la publication : Christophe DUQUEROIX | **REDACTION ET ABONNEMENTS** 11 boulevard des Récollets, CS 97802 - Le Belvédère – 6e étage, 31078 TOULOUSE CEDEX 4 – Tél. : 05 61 14 42 00 Fax : 05 61 14 42 01 – www.entreprises-midipyrenees.com – emp@entreprises-midipyrenees.com | **REDACTEUR EN CHEF** Emma BAO – ebao@entreprises-midipyrenees.com | **SECRETAIRE DE LA REDACTION** Jean-Luc BENEDINI – jlbenedini@entreprises-midipyrenees.com | **MAQUETTE** Agnès VIDAL SAINT ANDRE | **REDACTEUR GRAPHISTE** Sylvie POMIES | **COMITE DE REDACTION** Rémi ALQUIER, Nadine ANTIPOT, Claude FONTANEAU, Martine Le GUENNEC, Mario MARTINEZ, Michel VIGIER | **RÉGIE PUBLICITAIRE Direction Commerciale** Françoise RAYNAUD, 11 boulevard des Récollets, Le Belvédère – 6e étage, 31078 TOULOUSE CEDEX 4 Tél. : 05 61 14 42 13 – Fax : 05 61 14 42 01 – f.raynaud@entreprises-midipyrenees.com | **IMPRIMERIE** Imprimerie CHABRILLAC, 19 Chemin de la Garonne, 31200 TOULOUSE | **ROUTAGE** Actis-Media, 30 boulevard de Thibaud, 31100 TOULOUSE | Dépôt légal à parution | Abonnements : 1 an, 60 € TTC © Entreprises Midi-Pyrénées 2015 ISSN 0755 - 6306

Tout pousse votre entreprise à recycler

RECYCLAGE & VALORISATION DES DÉCHETS

Les filières de valorisation de vos déchets sont aujourd'hui essentielles à vos engagements environnementaux et vos obligations légales.
C'est pourquoi, Veolia a créé pour vous une offre de prestations innovantes à toutes les étapes du cycle des déchets, de leur collecte à leur valorisation en matière et en énergie.

Services aux Entreprises
Chemin Goubard
31270 VILLENEUVE TOLOSANE

Pour en savoir plus, appelez-nous vite au 05 61 76 69 00

www.veolia.fr

Ressourcer le monde

VEOLIA

SOMMAIRE

Décembre 2015 | www.entreprises-midipyrenees.com

n° 332

EDITORIAL

3 **COP 21 :** un souffle et un sens collectifs à notre action, qui mettent au coeur, l'homme et sa liberté de vivre !

ACTUALITE

6 **L'économie** en bref.

A L'AFFICHE

12 **Interview de Jean-Nicolas Piotrowski,** dirigeant fondateur d'ITrust.
14 **Eric Charpentier** réenchante la banque !
16 **Christophe Vidal :** faciliter l'économie nocturne.
17 **Jean-Marc Vesco :** l'expertise de la Défense au profit des entreprises.
18 **Soizic Boucault** maîtrise les codes de la couleur.

DOSSIER

20 **Le Cluster** Chimie Verte.
22 **La MEPI** positionnée à 100 % sur les 12 principes de la chimie verte.
23 **CIMV :** le pétrole vert passe par Toulouse.
26 **AB7 Industries :** le traitement des plantes à base d'actifs naturels.
28 **Méthanisation :** le groupe Agri innove.
29 **Les plantes,** source majeure de matière première chez Pierre Fabre.

METIERS

36 **Les coopératives** à l'offensive dans l'agroalimentaire.
38 **CityMeo** renouvelle l'affichage dynamique.
39 **Tucana Engineering :** 90 % de l'activité à l'international.
40 **90 % des forfaits skieurs** produits par les nuités des stations de N'PY.
41 **Les 30 ans** de la Balaguère.
42 **«Telemedicine Technologies»** exporte son savoir-faire.
44 **Ducs de Gascogne :** vers un Fast-Food Gascon !
45 **Unooc :** médicaments en ligne.
45 **Le pratical Guide** to Toulouse/Midi-Pyrénées.
46 **L'informatisation** du Conseil Régional Languedoc-Roussillon.
47 **Feelobject :** expert en fabrication additive.

RESSOURCES HUMAINES

48 **L'Insa** confie à Nanolike l'authentification de ses diplômes.
49 **Procédures aux prud'hommes et dans l'entreprise :** bon et mauvais formalisme.

INDICATEURS ECONOMIQUES

50 **Focus** sur la conjoncture, l'immobilier, les ménages...

RÉSEAU MEDEF 31 — 32

- **La mutuelle santé** obligatoire dans chaque entreprise : comment agir ?
- **Coup d'envoi de la 16e semaine Ecole-Entreprise** chez Veolia Eau, à l'usine de Ginestous-Garonne.
- **Hommage à un mandataire :** André Burguion.

© photo couverture N'PY : Aktaes - Matthieu Pinaud

LES 60 CLINIQUES PRIVÉES DE MIDI-PYRÉNÉES
au pied du mur face aux nouvelles baisses de tarifs !

Une première : toutes les cliniques rassemblées.

Les 60 cliniques de Midi-Pyrénées de la FHP, de la Fédération de l'hospitalisation privée, ne décolèrent pas contre la baisse des prestations annoncées par l'Etat en 2016. Les tarifs ont déjà baissé ces trois dernières années dont -2,5% en 2015 (contre -1% dans le public), simultanément à une hausse des charges de 10% sur la période. Le président de la FHP Midi-Pyrénées, Frédéric Sanguignol soulignait «*l'étranglement financier des établissements qui assurent en région, 50% de la prise en charge des patients avec seulement 25% de financement. Nous sommes revenus à la tarification de 2008 !* ». Ces professionnels réclament une répartition plus équitable de l'effort de rigueur entre le secteur public et privé avec un différentiel de tarif de 30%. L'Etat a jusqu'à présent privilégié dans ses arbitrages le public au détriment des structures privés sans tenir compte de la réalité des coûts de revient. «*Nous sommes arrivés au bout pour améliorer les organisations, réduire les coûts. Nous réclamons simplement de pouvoir travailler*» relevait Dominique Pon, directeur de la Clinique Pasteur. Des établissements annoncent des trésoreries négatives, des pertes de 1 M€, le report de projets, la suppression de postes... «*C'est la première fois que toutes les cliniques se rassemblent*» constatait Patrice Cohade, directeur de la Clinique de l'Union. Chaque année les 60 cliniques de la région accueillent 800 000 patients, réalisent 60% de l'activité en cancérologie, 67% en chirurgie cardiaque, 56% des interventions chirurgicales... Elles emploient 12 000 salariés, 2500 mèdecins avec un millier d'entreprises partenaires.

SANTÉ

HI-Lab à la Clinique Pasteur

La Clinique Pasteur lance le HI-Lab, une plateforme qui regroupe des projets innovants d'hier, d'aujourd'hui et de demain (recherche médicale, incubation de startups, santé connectée...) réalisés en collaboration avec différents partenaires, La Poste, IHealth, Medinbox, Web100T, MHComm, Ubleam, Hémolia...

Rapprochement entre Prévifrance et GRM

Les mutuelles Prévifrance (Toulouse-Agen) et GRM (Bourgogne) ont décidé d'engager un rapprochement. «*Les bons résultats enregistrés ces dernières années par nos deux mutuelles démontrent qu'en matière de qualité de la protection sociale offerte aux assurés, le niveau de performances l'emporte sur la taille*» expliquent les directeurs généraux de Prévifrance et GRM, Henry Mathon et Jean-Pierre Emorine. Prévifrance dégage un CA annuel de150 M€ pour un résultat net de 6, 4 M€ en 2014 avec plus de 360 salariés, 250 000 adhérents en santé et 45 000 en prévoyance. GRM compte 55 000 adhérents, 25 salariés, 27M€ de CA, 1,3M€ de résultat. Prévifrance envisage de proposer à d'autres mutuelles de se fédérer, afin de constituer une structure mutualiste de premier rang.

ESPACE

CLS rachète TRE

La filiale du Cnes, CLS, a racheté la société italienne TRE (Tele-Rilevamento Europa), spécialisée dans la mesure millimétrique des déformations du sol par satellite radar avec un algorithme unique. CLS complète son expertise, restant le leader mondial dans ce domaine après l'acquisition de la société espagnole Altamira Information en 2010. CLS vise les secteurs du pétrole, du gaz, des infrastructures, des mines et de la surveillance environnementale. Avec l'acquisition de TRE, (40 employés pour 7 M€ de chiffre d'affaires en 2015), CLS devient un groupe de près de 600 personnes dans le monde avec un chiffre d'affaires prévisionnel de l'ordre de 107 M€ en 2015. TRE complète le réseau international de CLS qui couvre les 5 continents.

TAS gagne au Bangladesh

Thales Alenia Space a signé un contrat avec la Commission de Réglementation des Télécommunications du Bangladesh pour la réalisation du satellite de télécommunications Bangabandhu. Ce satellite est destiné à réduire la fracture numérique en fournissant des services de télédiffusion et de communications sur les zones rurales,

incluant de la télévision directe à travers le pays et sur les régions environnantes.

Airbus Defence and Space et NEOSAT

Airbus Defence and Space a lancé le développement de sa nouvelle génération de plateformes de satellites de télécommunications géostationnaires Eurostar Neo en signant avec l'ESA et le Cnes, le contrat phase C/D du programme NEOSAT. Le but est d'augmenter la capacité d'emport, réduire le temps de production, d'offrir des modes de propulsion tout électrique, tout chimique ou hybride, des solutions de puissance et de contrôle thermique efficaces pour tout type de mission jusqu'aux très hautes puissances (charges utiles jusqu'à 25 kW), des systèmes de contrôle simplifiant les opérations.

CLIMAT

Changement climatique en Midi-Pyrénées

Table ronde sur l'enjeu climatique pour le territoire et les stratégies d'adaptation.

La CCI Midi-Pyrénées a organisé des conférences-débats sur l'enjeu climatique dans la région et les solutions d'adaptation au prévisible changement climatique. Etaient présents les collectivités locales comme Toulouse Métropole, des PME impliquées dans les technologies écologiques, des climatologues. Un diagnostic énergétique de la région toulousaine a montré que la température moyenne à Toulouse a augmenté de 1 degré en 30 ans, contre 0,8 degré en France. 46% de la consommation énergétique de la ville provient du transport et 35% des bâtiments. Le climat de la région en 2100 sera celui de l'Andalousie d'aujourd'hui. Devant ces constats et ces prévisions, les intervenants ont exposé les mesures qu'il convient de prendre, pour d'une part réduire l'effet de pointe dû à l'urbanisation importante et d'autre part s'adapter au réchauffement global. Citons, par exemple, l'augmentation des transports en commun (troisième ligne de métro en 2020, doublement de la ligne A), la réduction de la consommation énergétique (éclairage public à reconnaissance de forme, système de chauffage par récupération de chaleur), la végétalisation, la création de réserves d'eau de pluie, la baisse de la culture du maïs.

Construction du bâtiment dédié à la médecine régénérative sur l'Oncopôle qui accueillera les équipes de l'Etablissement Français du sang.

FERROVIAIRE

Siège mondial du Val à Toulouse

«C'est à Toulouse que seront progressivement réunies les activités de recherche & développement, d'ingénierie, de direction de projets et de maintenance liées aux projets clés en main de métros automatiques de la gamme Val, Cityval et Airval» indique Eric Cazeaux, directeur de la division mobility de Siemens France et CEO de l'activité Val Siemens. Les équipes aujourd'hui réparties principalement entre Châtillon (92), Roubaix (59) et Colomiers (31) ont commencé à se regrouper depuis le 9 novembre à Basso Cambo dans des locaux en cours de réaménagement.

AUTOMOBILE

Parmi les innovations du 26e salon de l'Auto

La présentation du salon devant le véhicule EZIO

Cela fait partie des événements les plus populaires de Toulouse. Cette édition n'a pas démériteé en fréquentation en dépit de l'annulation des déplacements du public scolaire (en relation avec les attentats de Paris). On notera que la filière automobile compte en Midi-Pyrénées 6000 entreprises dont (5736 dans les services), 35 000 salariés (dont 17 937 dans les services). Les industriels de l'automobile sont de plus en plus nombreux (190 entreprises dont 80 de spécialité), avec des savoir-faire clés dans les systèmes embarqués, les capteurs, les systèmes de contrôle moteur, le véhicule électrique, la mobilité... Côté distribution, on recense 244 concessions employant 4950 salariés. Président du Cluster Automotech, Jean-Luc Maté, a évoqué les axes de recherche comme le «*zéro collision*», l'expertise en matière d'électromobilité ; des solutions comme l'injecteur d'urée rendent le diesel plus propre. Actuellement sur le

DPA - Analysts®

Réussissez votre Plan de Réduction de Coûts grâce à des professionnels !

Audit sans frais - rémunération uniquement aux résultats : pas d'économie trouvée = pas d'honoraires !

■ Fiscalités locales, Charges sociales patronales, Transports & Logistique, Parc Auto, Energies...

Réf. nationales et locales de 1er ordre : AIRBUS, ZODIAC Aerospace, VEOLIA, PROMOLOGIS, Comtesse du Barry... et des centaines de PME

Dégagez de nouvelles ressources financières sans risque et sans investissement !

DPA-Analysts - Parc Club - 78 Chemin des 7 Deniers - 31200 - Toulouse
Sarl au Capital de 47 735 euros - Tél. 05.62.72.37.10 - fax : 05.62.72.37.14 - e-mail : dpa-analysts@analysts.fr
-Réseau spécialisé en Conseils Opérationnels de la Réduction des Frais Généraux-
ANALYSTS - www.analysts.fr

site Francazal est testé un véhicule autonome de transport public. Il s'agit de l'EZ10 de la société toulousaine Easymile, fruit d'une alliance entre Robosoft et le groupe Ligier.

NUMÉRIQUE

Adelyce, Synox Group et Val Informatique obtiennent le Label Cloud

La cérémonie d'attribution du label Cloud.

Le CATLab (Comité d'Attribution du Label) a décerné à 3 nouvelles entreprises le Label Cloud. Il s'agit d'Adelyce pour son offre L'Atelier salarial (une application intuitive pour optimiser et piloter la masse salariale dédiée aux Collectivités Publiques), de Synox Group - pour l'offre SoCloud (de sa filiale Symexo proposant notamment des infrastructures Cloud sécurisées dédiées à l'IoT), Val Informatique pour son offre Ammon.ERP.Formation, (solutions de gestion de la formation pour organismes de formation, établissements d'enseignement supérieur, DRH). Lancé en 2012, le référentiel du Label Cloud mis au point par le cluster Digital Place est porté par le réseau national des clusters numériques France iT.

Bertrand Serp préside d'Open Data France

Bertrand Serp, vice-président de Toulouse Métropole en charge de l'économie numérique, a été réélu président de l'association Open Data France qui se dote d'un délégué général. Elle contribue à la préparation de la loi «*pour une République Numérique*» d'Axelle Lemaire, Secrétaire d'Etat chargée du numérique.

Sigfox offensive tous azimuts

Sigfox et Glen Canyon Corporation, fournisseur de solutions de comptage intelligent pour l'électricité, ont annoncé leur partenariat stratégique avec l'ambition de connecter un million de compteurs en 2016. Sigfox et la Ville de San Francisco annoncent leur partenariat pour connecter la capitale mondiale de l'innovation au réseau Sigfox. En novembre, Sigfox et la Ville de San Francisco ont organisé un hackathon proposant aux développeurs et makers d'imaginer et de développer de nouveaux objets et services connectés au réseau Sigfox pour concevoir une ville intelligente.

BTP

Groupe Betem : nouvelle gouvernance

De g. à d. : Bruno Marin, dg et Phlippe Mercier, pdg.

Le groupe Betem a modifié sa gouvernance, Philippe Mercier devient PDG, prenant le relais de Vivian Peauger qui se retire après 26 ans à ce poste. Il cède le témoin comme l'a fait à son égard Alain Bittard, le fondateur de la société. Ce modèle de transmission préserve la culture d'entreprise et garantit sa stabilité. «*La direction est force de proposition, le siège est un incubateur d'idées au service des dirigeants pilotant les filiales*» résume Philippe Mercier, ingénieur civil (option structure, diplômé de l'Insa). Ce dernier est d'abord intervenu en support technique pour le Cnes sur des chantiers toulousains et guyanais, a collaboré au sein du cabinet CBIT avant de rejoindre le Betem en 1998 au sein duquel il a gravi plusieurs échelons, occupant la fonction de DG pendant plus de 10 ans. Une nouvelle recrue, Bruno Marin a rejoint le groupe au titre de directeur général. Cet ingénieur a démarré la carrière chez Bouygues puis a travaillé au sein du bureau d'études BEFS de 99 à 2015.
Ce tandem a pour ambition de poursuivre la rupture technologique déjà engagée, de proposer une offre globale via l'expertise de ses différentes filiales (assistance à maîtrise d'ouvrage, montages financiers, transition énergétique, ingénierie de l'exploitation et de la maintenance...).
Une branche Infrastructure vient d'être créée pour opérer sur l'aménagement urbain (voirie, génie civil, infrastructures, outils de transport, ouvrage d'art...). Poursuivant le déploiement à l'export, Betem a ouvert une filiale au Caméroum (Betem Cam) et noué un partenariat en Asie.
Employant 200 salariés, le groupe réalisera cette année un CA de 19 M€.

Thales à Labège

MIDI 2i, filiale patrimoniale de la Caisse d'Épargne de Midi-Pyrénées, a réalisé les nouveaux bureaux de Thales, construits par

le promoteur Pitch Promotion en collaboration avec LCR Architectes. Elle va mobiliser 18 entreprises locales (dont GBMP pour le gros œuvre) et 180 personnes, pendant 18 mois. Livré en octobre 2016, le site accueillera jusqu'à 600 collaborateurs des activités Systèmes d'Information Critiques et Cybersécurité du groupe Thales. Sur 20 000 m², le projet comprend un immeuble de bureaux de 10 000 m², un restaurant d'entreprise de 1 345 m², un parking silo de 9 950 m².

IMMOBILIER

1re résidence livrée par Sagec

Le promoteur constructeur Sagec a livré la résidence La Rotonde (94 logements), le premier programme immobilier depuis sa réimplantation en 2013 sur Midi-Pyrénées. L'agence de Toulouse est sous la responsabilité de Jean-Baptiste Guieu, entré dans le groupe en 1997. L'entité régionale est en train de réaliser 170 logements sur 2015/2016, envisage un rythme de 250/an sur les 5 années à venir.

INNOVATION

Incubateur : 7 nouvelles startup

Synaxys développe des modèles de culture de cellules qui répliquent les propriétés du système nerveux central et périphérique. Ces nouveaux tests toxicologiques et pharmacologiques vont permettre à l'industrie pharmaceutique d'expérimenter les effets de leurs molécules sur le système nerveux central très tôt au cours des phases précliniques. Sophie Pautot, chercheuse à l'ITAV porte le projet. **Ze-Watt** propose une offre complète de recharge des véhicules électriques sur le lieu de travail, initié par Eric Gaigneux, ancien DAF chez Malet. **Norimat** offre aux industriels (automobile, aéronautique, luxe...) la conception et la fabrication de pièces techniques à partir de poudre (céramique ou métallique). Un projet de Romain Epherre, issu du laboratoire CIRIMAT-CNRS. **Via Fabula** propose une plateforme web de création d'histoires numériques imaginée par Bruno Marchesson, ancien responsable produits à IntuiLab.
Wefarmup.com est une plateforme web de location de matériel agricole entre professionnels portée par Laurent Bernède, agriculteur et revendeur de matériel agricole.
Rivages permet aux acteurs économiques situés en bord de littoral d'intégrer l'ensemble des risques côtiers (érosion, submersion etc.) et de s'en prémunir. Rivages est dévelopé par Yves Soufflet et Clément Mayet, issus de l'IRD (Institut de recherche pour le développement).
Le projet **Concertice** soutenu par Engie, apporte aux Collectivités territoriales un service d'optimisation de la coordination des travaux de voirie, grâce à un système d'information dédié, initié par Tristan Rigou, précédemment chargé de mission au sein de la délégation régionale de GRDF.

EMPLOI-FORMATION

Vaincre sa peur en avion

L'ENAC et Aeronewstv s'associent dans une formation tous publics intitulée «*vaincre sa peur en avion*». Bien que le transport aérien soit le mode de transport le plus sûr (12 accidents d'avions commerciaux ayant causé des décès en 2014, pour 38 millions de vols dans le monde), 25% des passagers éprouvent de l'appréhension en prenant l'avion. La PME toulousaine Aeronewstv, 1re web tv grand public dédiée à l'aéronautique, organise depuis 2013 des sessions de formation d'une journée destinées aux «*aviophobes*» afin de leur permettre de surmonter leur peur et de voyager plus sereinement en avion. 80% d'entre eux y parviennent après avoir suivi ce stage. Aeronewstv a démarré une nouvelle collaboration avec l'ENAC pour continuer cette formation dans les locaux de l'école. Cette formation peut rentrer dans le cadre de la formation continue en entreprise.
http://vaincre-sa-peur-en-avion.fr/

Adaptathon 2015 : 3 projets primés

Pour sa 1re édition l'Adaptathon a primé trois projets. «*Capa'Cité*» est un jeu de société destiné à aborder de façon ludique la problématique du handicap. «*Handi-exPAIr*» est un portail numérique de mise en relation entre recruteurs et managers pour du partage d'expérience sur le sujet. «*E5H*» est une plateforme de dialogue anonyme extérieur à l'entreprise et accessible aux salariés. Le Club d'entreprises Ambition Toulouse Métropole a réuni plus de 100 personnes chez TBS pour cette 1ère édition. Les 1er et 2e prix se sont vus doter d'un financement respectif de 5 000 et 2 000 euros avec un accompagnement pour tous du Club d'entreprises.

E-COMMERCE

La relation client abordée par le Cirvad

L'équipe Cirvad avec Thierry Spencer.

Thierry Spencer, directeur associé de l'Académie du Service a présenté aux adhérents du Cirvad les différentes facettes de la relation clients. Elle s'opère de plus en plus sous le signe de l'hybridation, les clients voulant du digital dans le réel et du réel dans le digital. D'où la tendance à introduire de l'humain dans les écrans pour conseiller,

prendre en charge une demande....Le client sera aussi sans effort et de plus en plus exigeant sur la qualité du service clients.

ALIMENTATION

Le fromager Xavier lance le Pavé Toulousain

Xavier, fromager affineur vient de lancer le Pavé Toulousain, le premier de la gamme « *Cub X* ». Ce produit innovant de forme cubique, vendu dans sa boite en bois au prix d 24,90€ a nécessité une longue mise au point. Il est fabriqué dans la ferme aveyronnaise d'Alain Mazars et affiné dans les caves de Xavier. Le dirigeant François Bourgon prépare d'autres lancements dont un produit à la forme d'une brique toulousaine. La PME familiale fondée par Xavier Bourgon en 1976, a réalisé en 2014 un CA de 3,2 M€ dont 50% à l'exportation. L'entreprise qui emploie 20 salariés est présente sur Hong Kong, le Japon, l'Espagne, l'Italie...

Gimm Traiteur contre le gaspillage alimentaire

Gérard Calvet

Gimm Traiteur s'est engagé à éviter de gaspiller les aliments non consommés en distribuant les restes auprès d'associations carritatives à travers son partenariat avec la société Eqosphère qui fournit à la fois la formation sur le processus de sélection des aliments, l'accès à la plateforme digitale de mise en relation avec les associations conventionnées locales qui organisent la distribution . Les clients de Gimm Traiteur, qui s'est engagé pour démarrer sur 16 opérations de ramassage, peuvent déduire fiscalement ces dons en nature. Un 1er ramassage a été organisé après l'annulation d'évènements suite aux attentats de Paris pour le compte de PureEvents et ERDF. Gimm Traiteur fait partie du réseau des Traiteurs de France (175 M€, 3000 salariés) qui a signé un pacte national sur le surplus alimentaire. Gérard Calvet, le pdg de Gimm traiteur vient d'être élu à la présidence de ce réseau de traiteurs indépendants.

AÉRONAUTIQUE

Le Moyen-Orient : marché majeur

La demande d'avions sur le Moyen Orient est estimée par Airbus à quelque 2 500 avions passagers et cargo neufs sur les 20 prochaines années.
Le taux de croissance de l'aviation au Moyen-Orient grâce à des appareils tels que l'A380, l'A350 XWB, l'A330 et l'A330neo est très important. Plus de 90 pour cent de la population mondiale peut aujourd'hui se connecter via le Moyen-Orient. L'aviation génère au Moyen Orient deux millions d'emplois et un PIB de 116 milliards de dollars. D'ici 2034, la flotte d'avions passagers et cargo du Moyen-Orient sera quasiment multipliée par trois, passant de quelque 1 100 en 2015 à plus de 2 950 d'ici 2034.

China Aviation : 30 A330 et 100 A320

La société chinoise CAS a signé un accord général (GTA) avec Airbus portant sur l'acquisition de 30 appareils de la famille A330 et 100 appareils de la famille A320. Ce contrat concernant les A330 vient confirmer l'engagement signé en juin 2015 et l'annonce de la création d'un Centre d'aménagement commercial et de livraison A330 (C&DC) à Tianjin, à proximité de la chaine d'assemblage final et du centre de livraison qui a déjà produit plus de 240 Airbus de type monocouloir.
Airbus prévoit en Chine une demande de quelque 5 400 avions civils et avions cargo neufs. La flotte Airbus en service auprès d'opérateurs chinois compte plus de 1 200 appareils : environ 1 000 de la famille A320, 160 de la famille A330, cinq A380, des avions cargo et des Airbus Corporate Jets.

ENTREPRENEURIAT

Open Innovation Day by Air France

Parmi les 4 projets nationaux sélectionnés, figure celui de Ubleam

Lors de l'Open Innovation day organisé à Toulouse, Air France a présenté les innovations de plusieurs start-up donc la régionale de l'étape à savoir Ubleam. La PME toulousaine a développé une carte d'embarquement en réalité augmentée. Parmi les autres projets testés sur les lignes on peut citer un programme de divertissement à bord des vols. Par ailleurs, la compagnie propose à ses membres du programme de fidélité Flying Blue de faire don de leurs miles à des startups ayant besoin de se déplacer pour vendre leurs technologies.

Les 10 ans de Réseau-Dirigeants.net

L'association Reseau-Dirigeants.net a fêté ses 10 ans d'existence à la Cité de L'Espace autour d'une conférence exceptionnelle sur

Mars 20|20 animée par l'Astrophysicien Maurice Sylvestre. Avec plusieurs événements mensuels et annuels, RD.n réunit des chefs d'entreprise qui partagent les mêmes valeurs humaines et qui sont soucieux d'échanger et faire progresser leurs entreprises et les hommes et les femmes qui les accompagnent. Pour en savoir plus : www.reseau-dirigeants.net

COMMUNICATION

Rencontre avec Malek A. Boukerchi

Le 15 janvier 2016 à Diagora Labège le Cabinet Access Finance organise une rencontre avec Malek A. Boukerchi, conférencier en management et ultra-runner de l'extrême qui a réussi la performance de courir sur une distance de 150 kms au coeur de l'Antarctique. Access Finance, dirigé par Gilles Simonneau, est spécialisé en restructuration de crédits et prêts immobiliers.

En bref…

Sortie de **Boudu**, un nouveau magazine de société qui raconte Toulouse et sa région différemment… Dans la collection «*Les maîtres bâtisseurs de Toulouse*», la société d'édition Euro-Edit publie **La dynastie Virebent** (4 générations de céramistes, briquetiers, architectes…) écrit par Nelly Desseaux-They…

ARIÈGE

Biscuits du Moulin récompensée

Carole Marfaing qui dirige les Biscuits du Moulin, fabricant artisanal à Sinsat en Ariège, a remporté la 17e édition du concours Talents BGE de la création d'entreprise. Carole a bénéficié d'un parcours approfondi : test en couveuse BGE, accompagnement du projet, financement grâce au Prêt Nacre à taux 0 et subvention AGEFIPH, suivi de l'activité. Carole Marfaing est reconnue travailleur handicapé.

GERS

Denjean Logistique à Lectoure

Denjean Logistique a ouvert un nouvel entrepôt en Midi-Pyrénées adapté aux exigences du surgelé et du froid positif, de 2 à 15°C. Basé à Lectoure, il offre sur 22.000 m² une plateforme tri-température. Cet entrepôt vise les filières agro-alimentaires et viticoles, les distributeurs.
Avec plus de 135.000 m² d'entrepôts exploités, Denjean Logistique, filiale du groupe Denjean, est l'un des principaux logisticiens du Grand Sud-Ouest et le leader en Midi-Pyrénées. Son chiffre d'affaires de 14 M€ a doublé en 4 ans.

HAUTES-PYRÉNÉES

Alstom : centre de maintenance

Alstom Transport a inauguré son nouveau centre régional de «*Services*» avec un atelier de réparation et la gestion de l'obsolescence, des plateformes de test, un espace de stockage, un magasin de pièces de rechange et des espaces de bureaux.
Le site de Tarbes emploie près de 630 salariés dont 300 d'ingénieurs et cadres. C'est le centre mondial d'excellence d'Alstom Transport pour les systèmes de traction, les modules de puissance et les appareillages. Sa plateforme d'essais permet de réaliser des essais pour la mise au point et la validation des chaînes de traction, et de reproduire les tensions caténaires de tous les réseaux ferrés du monde.

TARN-ET-GARONNE

AuCoffre.com et Prooftag

La plateforme en ligne AuCoffre.com a intégré la technologie Code à Bulles™ de la société de Montauban Prooftag dans deux produits. La Vera Max, une pièce d'un 10e d'once d'or spécialement conçue pour être stockée chez soi et la Vera Silver «*Zanzibar*», une pièce d'une once d'argent métal. L'intégration de cet élément de sécurité infalsifiable et breveté, a conduit Prooftag à mener des développements spécifiques inédits.

TRANSPORT AÉRIEN

Un ATR 72-600 opéré depuis Toulouse

HOP Air France vient de célébrer la mise en service de l'ATR 72-600 au départ de Toulouse pour rallier Marseille et Nice. Lionel Guérin, directeur général délégué de la compagnie et Patrick de Castelbajac, président exécutif d'ATR ont présenté à l'aéroport Toulouse-Blagnac les avantages de cet appareil de 72 sièges qui remplace progressivement les ATR 72-500 du transporteur aérien.
Hop Air France en a déjà 5 dans sa flotte. Avec 24 ATR en exploitation, c'est la 1re compagnie européenne à utiliser ce type d'aéronef, la 3e au plan mondial.
Parmi les qualités de l'ATR 72-600, on notera un confort accru de la cabine, de plus grands coffres à bagages, un cockpit fourni par Thalès et inspiré de l'A380… et bien sûr une économie en consommation énergétique qui fait le succès de l'avionneur.

L'interview

Jean-Nicolas Piotrowski

Dirigeant fondateur d'ITrust

En termes de cyberattaques, Midi-Pyrénées est une cible de choix, la région se classant au 3e rang européen. La présence de nombreux laboratoires de recherche, l'importance de la filière aérospatiale attirent de nombreux aigrefins spécialisés dans le pillage des données. En fait, 100% des entreprises sont victimes d'intrusions sur leurs systèmes d'information, estime Jean-Nicolas Piotrowski, le fondateur dirigeant d'ITrust, une des premières PME positionnée dans l'édition de logiciels innovants dédiés à la cyber sécurité.

Afin de se prémunir, il nous détaille quelques mesures simples à mettre en place, des outils mais aussi des règles de bon sens. Et pour garder une longueur d'avance sur les hackeurs, pas d'autre solution que d'investir en permanence dans la R&D car il faut trouver de nouveaux algorithmes détectant et neutralisant les intrusions.

Lorsque vous avez créé votre société il y a 5 ans, les chefs d'entreprise étaient-ils conscients de la vulnérabilité de leur système d'information et des risques encourus ?

Il a fallu évangéliser, prêcher quelque temps dans le vide avant que la cybersécurité ne soit devenue un enjeu national. Avec la recrudescence des attaques des sites web français début 2015, nous sommes de plus en plus sollicités. Il y a les entreprises qui ont été frappées, celles qui veulent un diagnostic pour évaluer leur niveau de sécurité et celles qui décident de mettre en place une solution pour se protéger.

L'actualité est jalonnée d'exemples d'arnaques et de captation illicite de données. C'est une pandémie ?

La cybercriminalité revêt plusieurs formes. Parmi les plus connues, on peut lister «*l'attaque au président*», l'«*APT*» menace persistante avancée dont a été victime TV5 Monde, les «*malware*» qui sont des virus indétectables par les outils conventionnels, la «*rançon ware*» avec le chantage à la divulgation des fichiers pillés. Le laboratoire Labio, le site de rencontres adultères Ashley Madison en ont fait les frais. Je peux aussi vous citer les cryptogiciels qui neutralisent votre disque dur contre demande d'argent. Sur un des pièges les plus répandus, le phishing, nous sommes souvent amenés à intervenir à la demande des entreprises. Nous sommes les seuls à proposer une offre d'antiphishing, simulant des attaques au sein d'une société pour voir qui mord à l'hameçon et sensibiliser ensuite les salariés à la vigilance.

En tant qu'expert de la question, quels conseils vous donneriez aux entrepreneurs ?

Le premier geste c'est de faire une analyse de risques. Il faut identifier quelles sont les données stratégiques et mettre en place un plan d'action pour les protéger. Il y a des mesures simples à prendre comme l'adoption d'un mot de passe consistant, la mise à jour des logiciels avec la correction des failles et le cloisonnement entre activités

Le logiciel Reveelium détecte les signaux faibles précurseurs des attaques.

sensibles et ordinaires. Sur notre site, nous avons élaboré un livre blanc téléchargeable avec le top 10 des failles qui représentent 99 % des problèmes rencontrés. Sur le site de l'ANSSI, l'agence nationale de sécurité du système d'information, sont aussi disponibles le 40 règles d'hygiène et sécurité avec les best practices associés.

Où sont basés les paradis des hackeurs ?

En général, les cyberdélinquants opèrent en toute impunité dans des territoires à la réglementation laxiste ou inexistante. Ils sont généralement basés en pays de l'Est, en Russie, au Brésil, aux Philippines… 5 à 6 Etats sont proactifs en la matière, avec leurs méthodes spécifiques telle la Chine qui n'hésite pas à sous-traiter à des hackeurs privés des missions de cyberespionnage.

Face à l'ampleur du phénomène et l'ingéniosité des pirates, quelles solutions proposez-vous ?

Au niveau de la prévention, nous avons conçu Ikare, un outil qui scanne la vulnérabilité des systèmes, détectant en continu les défaillances. Côté opérationnel, nous mettons sur le marché Reveelium, un système qui a mobilisé 6 années de R&D. Nous l'avons développé sur fonds propres au départ puis dans le cadre du projet collaboratif Secure Virtual Cloud financé par le PIA[1]. Ce logiciel qui a une longueur d'avance sur la concurrence, effectue de l'analyse comportementale en cybersécurité, permettant de détecter les signaux faibles précurseurs des attaques. Plébiscité par les professionnels, ce produit vient de recevoir le label France Cybersecurity et le trophée du produit de l'année 2015 par les DSI.

Quelles sont vos perspectives de croissance ?

Avec Reveelium, nous accélérons notre déploiement à l'international. Nous avons installé un siège à New York et ouvert un bureau à Colombus. Notre activité double tous les ans, en 2015 nous avons réalisé 2 M€ de revenus. Nous finalisons une augmentation de capital pour financer notre croissance, une autre levée de fonds conséquente est déjà en préparation en 2016.

Votre priorité du moment ?

Réunir suffisamment de fonds pour industrialiser Reveelium et diffuser le produit à l'international. Nous avons déjà conclu un accord de distribution sur l'Europe avec EBRC, filiale de Post Luxembourg. Des négociations sont en cours aux USA et en Asie. Nous •••

TUCANA ENGINEERING

VOTRE PARTENAIRE
dans les services d'ingénierie mécanique et de hautes technologies

TUCANA ENGINEERING intervient dans les secteurs de l' aéronautique et du spatial, de l'énergie et des infrastructures aéroportuaires

+ Conception des pièces de structure
+ Calculs et simulations numériques
+ Intégration des systèmes
+ Ingénierie de production

GROUPE INTERNATIONAL IMPLANTÉ
EN FRANCE, AUX USA,
EN UKRAINE ET EN RUSSIE

TUCANA ENGINEERING FRANCE
4 rue du prof. Pierre Vellas - 31300 Toulouse
Contact : 05 61 15 25 45 // info.fr@tucana.aero
www.tucana.aero

••• continuons à investir dans la recherche afin de mettre au point de nouveaux algorithmes renforçant l'impact de Reveelium.

En tant que PME innovante dans un domaine devenu une cause mondiale, avez-vous bénéficié d'un accompagnement efficace de la part des développeurs publics ?
La Région nous a apporté un bon soutien. En revanche, une des institutions financières publiques qui a pour vocation d'aider les entreprises est restée en retrait. C'est déplorable car cela conduit les PME à s'appuyer sur des capitaux étrangers avec le risque d'implanter ailleurs leur R&D et leurs sièges sociaux.

Que représente votre filière en région ?
Nous avons créé PRISSM, un Think tank de la sécurité et sûreté rattaché au cluster Digital Place et au pôle Aerospace Valley. Une soixante d'entreprises y participent. Quelque 3500 professionnels travaillent dans ce secteur en Midi-Pyrénées. Près de 5000 avec la nouvelle région.●

Propos recueillis par ***Emma BAO***

(1) : Programme d'investissements d'avenir

A RETENIR

> **Implantée** à Labège, ITrust emploie 25 personnes.
> **Axel Lemaire**, secrétaire d'Etat en charge du numérique a remis à 17 entreprises dont ITrust le label France Cybersecurity. La PME toulousaine a aussi reçu un trophée de la sécurité, décerné par les professionnels.
> **ITrust prépare un dossier** dans le cadre du dispositif Rapid piloté par la DGA. La société se positionne par ailleurs sur un projet H2020.

Par Emma BAO

Avec Payname, Eric Charpentier réenchante la banque !

Eric Charpentier
Fondateur dirigeant de Payname.

Avec Payname, Eric Charpentier bouscule les codes de la banque, fournissant aux particuliers des prestations gratuites comme la sécurisation des transactions lors des achats en ligne type le «*boncoin*», la tenue d'un compte, l'utilisation à terme d'une carte de paiement...

Au départ, la start-up fondée en 2013 visait à faciliter les paiements entre particuliers pour les services à la personne. Puis l'entreprise a étendu sa cible à toutes les activités, se positionnant comme une banque en ligne collaborative, permettant à ses utilisateurs de reprendre le contrôle de leur argent. Sur la plateforme payname.fr, plusieurs paiements de pair à pair (cagnotte, remboursement, service à la personne, loyers…) sont réalisables.
Un des premiers usages, c'est donc l'intermédiation à coût zéro pour garantir la fiabilité des règlements sur le web entre particuliers. L'argent versé par l'acheteur d'un bien transite par Payname qui le restitue au vendeur un fois le colis réceptionné par son destinataire. «*Nous sommes en train de développer une solution plus rapide, en interagissant dès que le bien acquis est entre les mains du transporteur/livreur*» précise Eric Charpentier.
Autour de cette mission gratuite d'encaisseur/liquidateur, des services payants sont proposés comme l'assistance juridique en cas de litige (objet brisé…). D'autres sont en projet (assurance de garantie, garantie financière…).
Parallèlement à cette offre gracieuse réservée aux particuliers, la start-up a lancé deux produits pour les professionnels. Sur le site Payname Plus, les associations, les commerçants, les artisans disposent d'une page dédiée à leurs paiements sécurisés. Pour les sites des e-commerçants et les places de marché a été lancé le compte Payname API, un espace personnalisé

ENTREPRENEUR DANS L'ÂME

A 40 ans, Eric Charpentier en est à sa 3ème création d'entreprise. Titulaire d'une licence de chimie, il a complété son cursus par un Master en Administration économique et sociale. Après avoir travaillé dans une association d'aide à domicile, il ouvre à 26 ans une agence de services à la personne. Trois ans après, il débute une nouvelle activité à Muret, en développant un site de vente en ligne de services de ménage. En 2013, il fonde Payname, révolutionnant ainsi les pratiques financières en dépassant les limites de la banque.

garantissant leurs transactions. Sur ces deux applications bancaires, une commission de 1,6% est prélevée sur chaque opération, de quoi équilibrer le modèle économique de cet acteur des «*FinTech*».

Par rapport aux banques

Payname a un agrément bancaire délivré par l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR). Pour fonctionner, la start-up a besoin des infrastructures financières classiques qui laissent passer les transactions. Payname dispose donc au sein d'une banque d'un compte de cantonnement où est entreposé l'argent des utilisateurs.
Pour préserver son indépendance et sa ligne de démarcation, cette Fin Tech toulousaine ne compte aucune banque dans son capital.

Les Saint-Elixois ont été invités à choisir le nom de la rue qui accueillera le campus.

Reconnu établissement de paiement niveau 1, Payname accorde aux particuliers le paiement en 3 fois sans frais. En 2016, Payname proposera sa propre carte bancaire utilisable dans la vie courante.
Sur le volet professionnel, de nouvelles fonctionnalités ont été introduites. Sur Payname Plus, les associations peuvent par exemple recevoir des dons et cotisations, détenir prochainement la carte bancaire Payname. «*En tant que banque collaborative, nous rendons aisée la collecte d'argent pour financer des projets de proximité ou coup de cœur*» complète Eric Charpentier en évoquant les futurs services qui émergeront pour sécuriser l'économie de ●●●

partage. Seule sur ce métier avec une offre aussi globale, la PME envisage à moyen terme, la possibilité d'accorder des prêts, le produit manquant pour devenir une banque à part entière.
Après avoir levé 5 M€ de fonds[1] dont 4 M€ apportés par Maif Avenir, l'entreprise va conforter sa vocation de banque en ligne collaborative en permettant à ses utilisateurs de reprendre la main sur ce qui leur appartient : «*nous ne gagnons pas d'argent sur l'argent de nos utilisateurs, mais sur les services que nous pouvons leur rendre*» conclut le fondateur dirigeant de Payname mobilisé sur le futur déménagement à Saint-Elix-le-Château. La construction d'un campus de 600 m² a démarré, ce site ouvert à l'écosystème local, dynamisera tout le village.

(1) : Le groupe Dépêche du Midi, la BPI, ont apporté leur soutien à cette start-up qui a bénéficié aussi de l'appui de la Région.

A RETENIR

> **Effectifs :** 25 personnes avec les profils suivants : 1/3 d'ingénieurs et développeurs informatiques, 1/3 des juristes, droit des finances, 1/3 en marketing commercial, relation clients.
> **30 recrutements d'ici 2016**, 100 collaborateurs dans 3 ans
> **1 M€ investi** dans le futur bâtiment. Ce dernier sera équipé d'un espace de visioconférence, d'un studio photo, d'une cuisine, d'une salle de sport (ouverte aux habitants), d'un espace de co-working…

Par Jean-luc BÉNÉDINI

Christophe Vidal : des solutions pour faciliter l'économie de la nuit toulousaine

Christophe Vidal ©Mathieu Jos
Président de Toulouse Nocturne.

Christophe Vidal a suscité tout une réflexion autour de la nuit à Toulouse depuis trois ans à travers l'activité de l'association Toulouse Nocturne qui regroupe une centaine de bénévoles. Elle vise notamment à mettre en avant la diversité du monde de la nuit, à la fois les noctambules mais aussi tous ceux qui travaillent, en proposant des solutions pour améliorer la sécurité, le transport, le respect mutuel. Concilier la ville qui dort, qui travaille, qui s'amuse !

Toulouse Nocturne est à l'origine du premier guide de la prévention des risques «*Toulouse en mode nuit*». Tiré à 100 000 exemplaires, distribué en trois salves sur 2015 et 2016, il a été financé (60 k€) grâce aux entreprises partenaires de l'association.
On y trouve notamment des informations sur l'usage des stupéfiants, la consommation d'alcool. Lors des élections municipales, Christophe Vidal avait sensibilisé les candidats sur l'amélioration de l'offre de transport la nuit. Depuis le métro toulousain fonctionne jusqu'à 3 h du matin les vendredi et samedi et les parkings de Vinci Park coûtent 5 € de 19h30 à 3 h du matin. Les professionnels des taxis, des VTC, sont sollicités pour aller plus loin en partenariat avec les discothèques. L'offre de transport continu la nuit à Londres, à Barcelone est citée comme exemple.
L'idée soutenue par les pouvoirs publics, l'UIMH, est de labelliser les établissements qui jouent le jeu de la prévention et ont signé la Charte de la vie nocturne. L'appel d'offres pour chiffrer le « *Travail et Economie la nuit à Toulouse Agglomération*» (TENTA) vient d'être lancé par Toulouse Nocturne et la mairie de Toulouse avec l'appui d'un comité scientifique dont fait partie le Medef. A Paris, l'économie nocturne concerne 600 000 travailleurs dont 80 000 en restaurant pour 1 Md€ de CA. «*Les données serviront à améliorer les services comme les fréquences de transport, des crèches de nuit, l'éclairage…*» relate Ch. Vidal.
Toulouse Nocturne essaime ailleurs avec la création de Montpellier nocturne, à Grenoble, à Paris. Après avoir contacté plusieurs administrations c'est le ministère des Affaires Etrangères et du développement international qui a rebondi.
Atout France va inclure la vie nocturne comme un pôle d'excellence à la française dans son marketing. Ch. Vidal a reçu tous les candidats aux élections régionales. L'association a décerné en 2015 ses 2e

Nocturnes en remettant des trophées aux acteurs de la nuit. Parmi les objectifs 2016, la préparation des 1res assises européennes de la nuit en juin prochain avec 21 métropoles françaises et européennes plus Tel Aviv, Sao Paulo.
«*Le but c'est d'inciter les grandes métropoles à intégrer le monde de la nuit dans tous leurs projets*». Ch. Vidal souhaite y associer le monde de l'entreprise. Entre 24h et 5h du matin, 3,5 millions de personnes travaillent sur le territoire ! ●

Par Jean-luc BÉNÉDINI

Jean-Marc Vesco : des Etats-Majors de la Défense à l'expertise au profit des entreprises

Jean-Marc Vesco
Fondateur d'Augmenti.

Jean-Marc Vesco a quitté son poste d'expert en stratégie d'influence auprès de l'Union Européenne et de l'OTAN, après plus de vingt-cinq ans de carrière au ministère de la Défense pour créer en avril 2015 Augmenti, sa société de conseil aux entreprises.

Diplômé de l'école spéciale militaire de Saint-Cyr et Ingénieur Sup'Aero, il a occupé des postes élevés de commandement opérationnel et de responsabilité au sein des directions des systèmes d'information de la Défense où il a mené des projets complexes en situation de crise que ce soit pour délivrer des services IT à forte valeur ajoutée ou pour obtenir des gains de performances importants à travers la restructuration des organisations ou des processus.
Aujourd'hui, c'est vers les entreprises, les PME et ETI qui souhaitent accroître leur chiffre d'affaires sur les marchés des organisations et des institutions internationales comme l'OTAN, l'UE, l'ONU, et répondre à leurs appels d'offres que JM. Vesco cherche à apporter son expertise et la connaissance de ces machines à décider complexes .
«*Ce sont la plupart du temps des organisations aux processus transparents et objectifs où les entreprises françaises ont de réels atouts et avantages trop peu souvent exploités. Les entreprises françaises hésitent à investir ces marchés en comparaison à des entreprises issues de pays européens ayant une culture export forte doublée d'une parfaite maîtrise de la langue anglaise, ou à des entreprises issues de pays européens ruinés par la crise et qui n'ont plus de marché intérieur.*
Or , le ticket d'entrée y étant très élevé en termes d'apprentissage, la plupart des sociétés européennes s'appuient sur des ressources externes pour identifier les besoins de ces organisations».
Identifier et connaître les attentes des utilisateurs fait partie des services proposés par la société de JM. Vesco qui s'appuie au besoin sur un réseau à Bruxelles. Il a, d'ailleurs, signé au nom de sa société des contrats cadres avec la NATO, Communications and Information Agency (NCIA), la NATO Support Agency (NSPA). Parmi ces premiers clients figurent deux Pme, Khiplus, une société d'ingénierie parisienne et Sterela, l'électronicien de Pins-Justaret. JM Vesco a travaillé et est en contact avec Primus, le cluster défense de la CCI de Toulouse.
Il a acquis une expérience rare en tant que prescripteur pour les systèmes de l'IT, les technologies de l'information à l'image de toute la chaîne nécessaire pour recueillir des informations sur les théâtres d'opération militaires, les traiter et les disséminer vers les utilisateurs. ●●●

SON PARCOURS PROFESSIONNEL

Auditeur de la session nationale armement économie de défense de l'IHEDN, diplômé de Sup'Aero, de l'Ecole spéciale militaire de St-Cyr et titulaire d'un DES en ingénierie d'affaires, JM. Vesco a débuté sa carrière à Toulouse en 1990 dans les premières unités des forces spéciales de la division parachutiste comme responsable des télécommunications. Il a notamment de 2002 à 2004, été intégré à l'équipe du projet Pléaides du Cnes en tant qu'ingénieur participant au développement du segment sol avec des enjeux financiers de l'ordre de 700 M€. Il a été responsable de déploiements en urgence en Afrique, au Moyen-Orient, dans les Balkans de 700 experts chargés du soutien en télécommunication pour l'UE, la Défense, l'OTAN. Au sein de l'Opérateur de Télécommunication militaire de l'Ile de France entre 2008 et 2010, il dirigeait une unité de 1800 personnes avec des enjeux financiers de l'ordre de 500 M€. Entre 2012 et 2015, il a pour le compte de la France auprès de l'UE et l'OTAN, conseillé et coordonné la stratégie d'influence et la diplomatie économique dans les domaines des systèmes d'informations et de télécommunications . JM Vesco s'est donné un nouveau défi en rejoignant la vie civile. Un «*grand saut*» dans l'action concrète et l'économie de l'entreprise… finalement très proche de la vraie guerre.

••• «*Dans les organisations internationales les solutions de services qui collent aux besoins de l'utilisateur et/ou maîtrisant le coût total de possession sont de plus en plus prisées*» indique JM Vesco. Au sein des armées il a été confronté à la conduite du changement dans les équipes, au défi de la réduction des enveloppes budgétaires tout en maintenant l'efficacité du service. ●

Par Emma BAO

Soizic Boucault : «Les couleurs portent un langage, des fonctions, des pouvoirs, notre agence Nacarat en maîtrise les codes»

Les tendances couleurs à venir ? «*Le registre de la préciosité sera très présent avec des dorés aux nuances rosées et cuivrées. La rareté, la subtilité des jeux de transparence serviront de fil conducteur. Les effets métallisés perdureront*» annonce Soizic Boucault, dirigeante avec 3 autres associées de Nacarat color design. Cette agence de design global experte en couleur vient de fêter ses 10 ans en présence de nombreux clients, prospects et partenaires.

L'équipe Nacarat, au centre Soizic Boucault. © Nacarat.

Intervenant sur deux volets, l'architecture/patrimoine/paysage et l'identité visuelle/design produit/packaging, l'entreprise est devenue une référence internationale avec des donneurs d'ordres de tous secteurs d'activité. Des hôtels, des EHPAD, des bureaux, des cabinets médicaux… les établissements accueillant du public ont pris en compte la dimension couleur et son impact psychologique et physiologique. La lumière, les sensations dégagées par les matériaux… influencent la relation à l'espace, sa vision et perception. «*Nous pouvons faciliter le repérage et la circulation, créer des ambiances stimulantes ou apaisantes en fonction des objectifs visés*» complète Soizic Boucault.

Outre l'aménagement d'intérieur et la fonction décorative, l'agence est souvent sollicitée par les marques, pour lesquelles elle conçoit une identité forte et globale (logo, charte graphique, déclinaisons sur les espaces, la signalétique…).

A titre d'exemple, les créateurs à New York d'une école primaire privée à vocation internationale ont choisi Nacarat pour intervenir sur l'ensemble de ses compétences[1]. Les industriels recourent à cette agence implantée à Toulouse et Annecy pour disposer d'études tendance et définir des gammes couleur applicables à leurs produits (revêtements décoratifs, parement de façade, électronique, cosmétique…). Des cahiers d'inspiration couleurs et matériaux sont élaborés et utilisés par les spécialistes des peintures (Akzo Nobel), de la terre cuite (Terreal), des enduits de façade (Parex Lanko), de la menuiserie aluminium (Technal)… L'agence œuvre souvent en collaboration avec les services de R&D des donneurs d'ordres afin de prendre compte les contraintes techniques, caler les bonnes

PARCOURS

Diplômée de l'Edhec, Soizic Boucault a été consultante en stratégie-marketing pendant 10 ans avant de fonder en 2005 Nacarat, sous l'impulsion de sa belle-sœur artiste plasticienne.
Si l'activité de conseil en couleur et design était peu connue en France, la société a rapidement acquis une notoriété nationale. Soizic Boucault n'est pas seule au pilotage de cette agence. Avec trois autres associées coloristes-designers, aux affinités complémentaires, ce quatuor de choc continue à marquer des points, sur un terrain de jeu devenu international.

A NOTER

› **Nacarat emploie** une équipe de 5 personnes
› **Organisme agréé de formation** sur la couleur, la PME propose des ateliers d'initiation ou de perfectionnement tout le long de l'année.

formulations, appréhender la résistance dans le temps des couleurs…
Baccarat, Nature et Découverte (gamme randonnée), Sagem et Thomson (pour des mobiles) font aussi partie du portefeuille clients tout comme la SNCF qui a revu sa signalétique.
L'agence compte aussi à son actif plusieurs marchés locaux. C'est elle qui a établi la charte couleurs/matériaux de la ville de Toulouse, dressant des recommandations présentées dans différents livrets pédagogiques et de communication. Toulouse Métropole, Oppidea, le bailleur social Habitat Toulouse sur de la rénovation de façades, Akerys…ont fait appel à cet expert couleur qui a apporté sa touche dans de nombreuses villes françaises, sur l'ensemble ou partie de la cité (ZAC, places, parcs industriels à Grenoble, Lille…). Pour 2016, le carnet des commandes est bien garni. Dans la cosmétique haut de gamme, le suisse Redeem vient de sélectionner la PME toulousaine pour travailler sur les flacons et packagings. Autre dossier d'actualité, le lancement pour Hagerty d'une ligne de produits de soins pour les bijoux et les objets précieux. Une exposition mettant en avant l'action conduite à Nîmes sur son secteur sauvegardé est prévue en février prochain. Pour maintenir la croissance et doubler d'ici trois à cinq ans le CA (350 000€ en 2015), Nacarat compte conforter sa position d'acteur innovant sur une expertise de niche et saisir également l'opportunité du digital. Toujours sous le prisme de la couleur et du design. ●

Le métier design/couleur intéresse tous les secteurs d'activité. © Nacarat.

(1) : concept d'aménagement, création de logo, de supports de communication…

La chimie verte : des initiatives pour l'après pétrole, biosourcer ses approvisionnements

Cédric Cabanes, pdt du Cluster Chimie Verte accueille un représentant de la Corée du Sud.

20 mois après le lancement du Cluster Chimie Verte par l'UIC Midi-Pyrénées, l'Union des Industries Chimiques, la filière a plutôt bien travaillé. L'idée originelle est de maximiser les échanges entre les entreprises et développer l'innovation. Parmi les premières actions figure un projet de gestion mutualisée des déchets animé par 8 entreprises.
Les initiatives concrètes se multiplient pour trouver des alternatives au pétrole et biosourcer ses matières premières, diminuer les consommations énergétiques, favoriser le recyclage des matériaux, réduire l'utilisation des produits toxiques… via des programmes de R & D. La chimie verte touche quasiment tous les secteurs, la cosmétique, la pharmacie, l'agriculture-agroalimentaire, les produits pour le BTP, la pyrotechnie mais aussi l'aéronautique et l'espace sur les aspects matériaux-traitement de surface, nouveau carburant… Une quarantaine d'entreprises participent au cluster, la chimie compte en région 140 acteurs et 5000 salariés, une cartographie variée avec des grandes entreprises nationales ou internationales via des filiales et majoritairement des Pme régionales. Elle s'appuie sur un réseau de compétences dans les laboratoires publics et privés, l'Ensiacet, l'Insa, TWB, Toulouse White Biotechnology…

ciléo
Action Logement

La solution logement à votre exacte mesure

ACQUISITION · LOCATION · FINANCEMENT IMMOBILIER

Le Groupe Ciléo offre des réponses adaptées à tous les besoins immobiliers des salariés. Louer ou acheter un nouveau logement, faire des travaux, changer de ville... Quel que soit votre besoin, les collaborateurs du Groupe Ciléo vous accompagnent et vous proposent, au plus près de votre lieu de travail, une solution individualisée et adaptée à vos attentes.

Concrétisez l'ensemble de vos projets logements avec le Groupe Ciléo.

www.groupecileo.com

LA CITÉ JARDINS · ciléo · promologis · Maisons Claires · ciléo

La puissance d'un groupe,
la synergie d'un réseau.

«La MEPI est positionnée à 100 % sur les 12 principes de la chimie verte» : Laurent Pichon, directeur général

La plateforme technologique de la MEPI, la Maison Européenne des Procédés Innovants implantée sur l'Ile du Ramier à Toulouse au sein de la zone industrielle de Safran-Héraklès développe de nouveaux procédés de fabrication de produits chimiques pour ses clients, qui s'intègrent dans l'écosystème régional du Cluster Chimie verte. Les réacteurs testés par la MEPI visent de multiples applications de chimie fine pour l'industrie, la pharmacie, la cosmétologie… tant en France qu'à l'international.

Laurent Pichon, directeur général de la MEPI.

Quels sont les éléments qui vous rapprochent du cluster ? Nous sommes positionnés à 100% sur les 12 principes de la Chimie verte avec nos procédés intensifiés. Nous limitons la pollution à la source car nos réacteurs consomment moins de réactifs, de solvants. On évite le gaspillage d'atomes. Les synthèses chimiques sont moins toxiques en utilisant le plus possible des matières premières d'origine naturelle. Les procédés intensifiés sont plus sûrs, nous travaillons avec des volumes 10 000 fois plus petits que les procédés batch classiques à productivité équivalente ! On arrive parfois à supprimer les solvants utilisés dans les procédés initiaux à optimiser. Avec des volumes plus faibles, les dépenses énergétiques se réduisent. Les matières premières peuvent être renouvelables par exemple en cosmétologie.

Avec une meilleure maîtrise de la réaction chimique, nos procédés génèrent moins d'impuretés, de points chauds dans le réacteur. Au sein du cluster, la réutilisation des sous-produits par d'autres acteurs est un enjeu. En matière de catalyse, les résultats publiés par la MEPI en 2009 montrent que la productivité des process intensifiés biocatalysés peut être multipliée par 10. Nous sommes en train de travailler avec un laboratoire toulousain, qui a mis au point un catalyseur révolutionnaire encore plus performant avec nos procédés. Enfin nous

«Projet de partenariat avec un laboratoire toulousain, un industriel et la MEPI pour créer une usine du futur en région».

allons intégrer le cycle de vie du produit en nous appuyant sur d'autres plateformes complémentaires à la nôtre comme celle d'IDEEL à Lyon ou GALA à Castres.

La Chimie verte peut-elle être compétitive ?

A l'image d'un avion de ligne, les progrès réalisés en informatique nous permettent de piloter nos procédés intensifiés automatiquement.. Nous avons des outils d'analyse en temps réel des synthèses par infrarouge, Raman, UV... Nos procédés mobilisent peu de main-d'œuvre, le ratio chiffre d'affaires par employé progresse significativement. C'est un moyen de réinvestir en France, de produire près des besoins en sécurisant localement des approvisionnements, par exemple pour la fabrication de médicaments.

La MEPI s'est-elle tournée vers l'international ?

Depuis un an, nous sommes sans doute la seule plateforme d'innovation en France qui vit sans subvention, c'était l'objectif fixé par les fondateurs et l'Etat. Cela nous a conduit notamment à chercher des clients à l'international qui a représenté l'an dernier 15% de notre CA, près de 20% en 2015, et plus encore l'an prochain. Près de Barcelone, un de nos clients utilise nos procédés intensifiés pour fabriquer plusieurs tonnes par an d'un intermédiaire pharmaceutique.

Au sein de notre Eurorégion, Barcelone bénéficie des atouts d'un grand port de commerce avec un fort dynamisme industriel. En effet, son port constitue pour nous une opportunité car de par l'accès à des matières premières à coût compétitif, de nombreux chimistes de spécialité ainsi que des groupes pharmaceutiques familiaux s'y sont implantés . Les équipementiers lors du salon ACHEMA 2015 à Francfort ont constaté une augmentation des ventes d'outils productifs à base de procédés continus intensifiés.

La rupture technologique est en marche, même si elle prendra encore du temps. La MEPI vend des prestations techniques, des études économiques pour les industriels. Les transferts technologiques chez nos clients sont effectués par des intégrateurs. Nous utilisons du matériel mis à notre disposition par l'INPT dont la convention vient d'être renouvelée.

Quel est l'impact de la MEPI dans la région ?

Nous collaborons avec plusieurs industriels comme Pierre Fabre, Safran, Sanofi, Agronutrition, Mersen-Boostec.... de nombreux laboratoires, la plateforme GALA à Castres dédiée à la chimie des poudres, en aval des procédés de la MEPI. Nous sommes membres des pôles de compétitivité locaux Cancer Bio Santé et Agri Sud-Ouest Innovation. Nous travaillons aujourd'hui sur un projet de partenariat avec un laboratoire toulousain et un industriel étranger, intéressé par nos procédés, qui est prêt à investir en région toulousaine pour créer une usine du futur. Il souhaite ainsi maintenir un lien étroit interactif avec les développeurs de la technologie pour assurer son développement, confirmant ainsi l'attractivité de l'écosystème toulousain pour les acteurs de la chimie à haute valeur ajoutée. ●

Jean-Luc BÉNÉDINI

Pétrole vert : Toulouse tient avec CIMV une perle pour industrialiser des produits biosourcés

La société toulousaine CIMV porte un procédé révolutionnaire de chimie verte avec la transformation de la biomasse, en pétrole vert pour fabriquer des carburants de seconde génération, du bioéthanol, de la pâte à papier, toute une série de produits servant à la fabrication de colles, d'adhésifs…. en utilisant 98% de la matière végétale. Le démonstrateur industriel qui servira à valider auprès des clients le procédé fonctionnera courant 2017 avec en ligne de mire la première usine de production à l'horizon 2020 en visant un marché mondial. Une alternative au pétrole.

Michel Delmas à l'origine du projet né au sein de l'Ensiaciet

Ce ne sont finalement pas les Portes du Tarn qui accueilleront le démonstrateur industriel mais Commentry près de Montluçon sur le site d'Adisseo. «*Nous avons dû repositionner notre projet initial car le site tarnais n'était pas compatible avec notre projet industriel. Mais CIMV restera à Toulouse. Nous sommes en train de développer notre R & D. 25 collaborateurs travaillent chez nous dont une dizaine au sein du laboratoire de l'Ensaciet*» mentionne Michel Delmas, professeur à l'Ensaciet et actionnaire de CIMV. Il est à l'origine de cette aventure scientifique avec la participation active des laboratoires toulousains du LGC, le Laboratoire de génie chimique et du LISBP, le Laboratoire d'ingénierie des systèmes biologiques et des procédés, les leaders dans leur domaine en France, tous ●●●

Trois produits extraits :

A partir d'une tonne de résidus végétaux non alimentaires traités par un procédé doux à environ 100°, le procédé extrait principalement 490 kg de cellulose, 220 kg d'hémicellulose et 250 kg de Biolignine.

••• membres de TWB, Toulouse White Biotechnology, présidé par Pierre Monsan[1]. Les études visent les applications des produits extraits de la biomasse. Créé en 1998, le projet de CIMV a déjà mobilisé une quarantaine de millions d'euros en R & D à travers trois contrats européens, une cinquantaine de laboratoires et entreprises, un pilote industriel. «*Ces contrats européens nous ont apporté la crédibilité nécessaire à l'international*». Le procédé de CIMV permet de séparer la biomasse en trois familles de produits, la cellulose, l'hémicellulose et les lignines. C'est avec ce 3e composant de la biomasse que CIMV creuse l'écart par rapport à la concurrence, «*C'est notre molécule vedette*».
Dénommée Biolignine par CIMV qui en a déposé le brevet, elle détient le plus grand potentiel commercial. Grâce à sa pureté, elle est directement utilisable par les industriels, en remplaçant les dérivés du pétrole pour produire des colles, des plastiques. La réduction des émissions de gaz à effet de serre est massive comparée aux produits issus de la pétrochimie.
Le marché mondial de ce nouveau produit biosourcé est estimé à 100 millions de tonnes/an avec un coût de revient low cost. A environ 1500 $ la tonne, elle vient par exemple concurrencer le phénol dont le prix de marché oscille aujourd'hui entre 1500 et 2000 $ la tonne. Les essais réalisés avec plusieurs industriels (producteur de résines phénoliques, des fabricants de panneaux de bois) lors du projet européen Biocore (2010-2014) piloté par CIMV ont permis de valider la Biolignine pour remplacer 70% du phénol. Pour l'éthanol, le procédé permet d'obtenir 360 l d'éthanol par tonne de biomasse contre 240l avec les technologies classiques, 75% de la biomasse est transformable en bioéthanol.

Usine pilote à Pomacle dans la Marne en service depuis 2007. Prochaine étape, un démonstrateur industiel !

PARCOURS DE MICHEL DELMAS

Michel Delmas est professeur à Toulouse à l'Ensaciet depuis 1982. Il a mené en parallèle une activité de consultant pendant une vingtaine d'années auprès de sociétés internationales. En 1998, il fonde la CIMV avec des actionnaires privés de tous horizons qui soutiennent ce projet ambitieux. « *Nous sommes partis d'une feuille blanche. Notre ambition c'est de réussir la première transformation de la matière végétale compétitive avec un prix du baril de pétrole à 50$*» relate Michel Delmas. La baisse de l'or noir a mis de nombreux projets concurrents en difficulté mais pas CIMV, «*le seul acteur à maîtriser la fourniture de Biolignine*». M. Delmas est serein quant à la capacité technique et financière de l'entreprise à mener le projet au bout. Il peut compter sur des investisseurs de long terme, des particuliers qui ont misé leurs deniers sur l'innovation. Un nouvelle levée de fonds d'une trentaine de millions d'euros est en cours.

Etapes depuis la découverte en 1997

1997 : découverte du procédé de séparation sans dégradation des éléments de la biomasse.
1998 : création de CIMV, travaux en laboratoire et mise au point du procédé.
2007 : mise en service d'une unité pilote permettant de traiter 50 kg/heure de biomasse.
2010-2014 : participation au projet européen Biocore avec 24 entreprises et universités partenaires.
2016 : lancement du démonstrateur industriel : 1 tonne/heure de biomasse traitée.
2020 : 1re usine, 50 tonnes/heure de biomasse traitée.

Le directeur de Rolkem à Mourenx

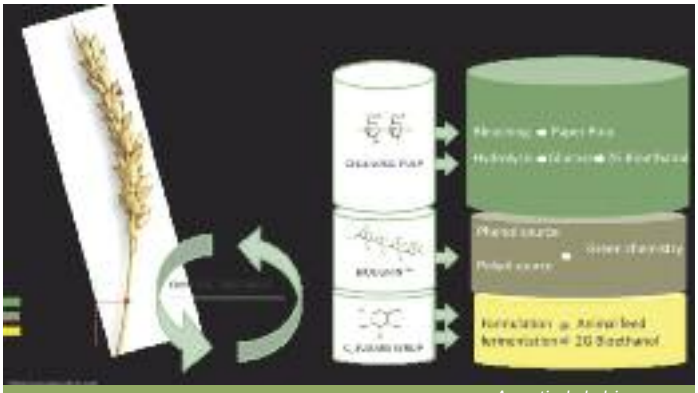
L'usine Rolkem de Mourenx, dans les Pyrénées-Atlantiques, fabrique de la résine phénolique à destination principalement du marché du bois.
Son directeur Patrick Palos indique «*Dans le cadre de notre stratégie de développement, nous avons décidé de biosourcer notre production en essayant petit à petit de remplacer les produits chimiques toxiques par des produits d'origine naturelle. Nous avons fait de multiples essais de R&D avec CIMV depuis plusieurs années, qui se sont révélés concluants. Nous arrivons en effet à des taux de remplacement du phénol d'origine pétrolière très importants, de l'ordre de 50%, le démonstrateur nous permettra d'avoir de la BiolignineTM en plus grande quantité, de façon à commencer à lancer le produit commercialement. On va ainsi passer à un stade supérieur.*»

Quant à la ressource, les matières végétales, elles sont abondantes. Tout type de résidu non alimentaire est compatible comme la paille de riz et de blé, les tiges de maïs, la bagasse de canne à sucre, le bois… En France le potentiel disponible se monte à 150 millions de tonnes provenant de l'agriculture et de la forêt. CIMV est en contact avec de nombreux industriels dans le monde dont des multinationales.
La première usine devrait être lancée vers les 2020 pour un investissement d'environ 100 M€ l'unité. Elle traitera 50 tonnes /heure de biomasse en fournissant du bioéthanol et de la Biolignine. A cette échelle CIMV envisage de licencier sa technologie protégée par une dizaine de familles de brevets (300).

Jean-Luc BÉNÉDINI

(1) Pierre Monsan qui dans les années 1990 avait lancé la société Bioeurope.

A partir de la paille : la cellulose (poudre grise), la lignine (poudre marron) et le «jus sucré».



A partir de la biomasse.

Démonstrateur : l'Europe met 20M€ sur la table

L'Europe a retenu le projet 2G BIOPIC (2nd Generation Bioethanol production based on Organosolv Process at atmospherlc Conditions) parmi 15 dossiers concurrents en mettant 20 M€ de subvention sur la table pour lancer le démonstrateur qui va mobiliser au total près de 60 millions d'euros ! Le programme 2G BIOPIC réunit 6 partenaires issus de 4 pays autour de CIMV avec Dyadic (Pays-Bas), Taurus (Suède), le CRITT Bio-industries de Toulouse, Rolkem, Toulouse White Biotechnology et BBEPP, Bio Base Europe Pilot Plant (Belgique).
Le démonstrateur traitera 24 tonnes de biomasse par jour en produisant par an 700 tonnes de bioéthanol et 750 tonnes de Biolignine.

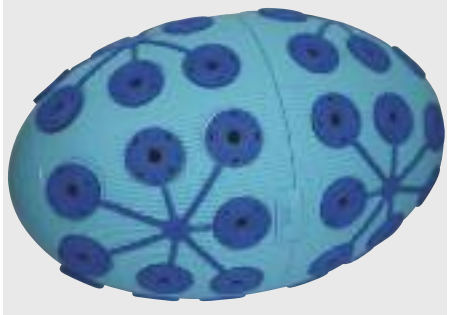
La Biolignine remplace le pétrole pour :

Les résines phénoliques (taux de substitution de 50 à 80% par rapport au phénol), les polyuréthanes (taux de substitution de 40 à 60% par rapport aux polyols), le noir de carbone pour les caoutchoucs (taux de substitution de 50 à 100%) et les résines époxy.

AB7 Industries : des microparticules spraya d'actifs naturels longue durée !

Depuis plusieurs années, cette PME de la biochimie a développé des produits de plus en plus verts que ce soit à usage domestique, vétérinaire ou cosmétique.

René Chelle, fondateur d'AB7 Industries.



Un ballon de rugby pour piéger les ténébrions proliférant dans les élevages de poulets.

AB7 Industries rafle chaque année plusieurs trophées couronnant les innovations ou le talent managérial. Une des expertises les plus reconnues est la capacité à produire des dispositifs de diffusion sur support polymère, capables de diffuser dans le temps des essences naturelles ou autres molécules pour des applications variées. Du bracelet antimoustiques aux colliers pour animaux antiparasitaires en passant par des dispositifs de bien-être et confort pour les humains, la palette est large.

Des molécules actives libérées par des microparticules

Gardant depuis une trentaine d'années sa passion intacte pour les biotechnologies et les nouveaux procédés, René Chelle, le fondateur de cette entreprise familiale dont il partage le pilotage avec son fils Christophe, fait de l'agro-écologie un des moteurs de la croissance pour les années à venir. En solo ou via des programmes de R&D collaboratifs, la société a bien avancé sur le volet recherche et pré-industrialisation.

Ainsi, AB7 Industries s'est fortement impliquée au sein d'un projet labellisé par le pôle Agri Sud-Ouest Innovation porté par une grosse ETI et auquel ont participé des laboratoires (Inra, Cnrs, LCA). L'objectif était de mettre au point des antifongiques et des biostimulants naturels et durables au service de la vigne, de l'arboriculture, du maraîchage... Pour lutter contre le mildiou, AB7 a conçu des actifs emmagasinés dans des microparticules en polymère biodégradable à pulvériser sur les feuilles. Ces microparticules sprayables (ce support est conçu à partir de sous-produits végétaux) sont

EN CHIFFRES

- **Le groupe AB7** emploie entre 110 et 120 salariés
- **CA 2015** : 17 M€
- **La R&D** représente 10% du CA et mobilise 18 personnes. La PME s'est dotée d'une équipe pluridisciplinaire avec des chimistes, biologistes, pharmaciens, vétérinaires, entomologistes (l'entreprise entretient ses propres élevages), analyticiens, ingénieurs.
- **La société** a ses propres départements de brevets et de règlementaire.

De la R&D avec les grandes coopératives agricoles

AB7 Industries conduit de la R&D avec ces grandes structures et leurs filiales d'innovation. Un des projets vise à lutter contre des insectes avec des micro-organismes, en introduisant sur un support des actifs vivants comme les trichogrammes !

Présence dans 40 pays

Les spécialités vétérinaires et de soins humains s'exportent dans une quarantaine de pays, AB7 Industries étant très bien implantée aux USA. Plusieurs laboratoires sollicitent la PME toulousaine afin de mettre au point des dispositifs médicaux innovants, à base de polymères actifs.
Le pôle soins de l'homme (produits de bien-être et de confort) rencontre aussi de plus en plus de succès à l'international.

bles pour les traitements des plantes à base

revêtues d'un film pour assurer l'adhérence et canaliser la diffusion. Diffusé dans le temps, le traitement garde son efficacité sur une période étendue. De plus, il a peu de déperdition grâce au système de filmification. La solution, applicable sur toute la plante (les feuilles, le bois) est idéale pour les vergers, la vigne...Sur le même principe, un travail est mené avec un grand groupe américain sur l'enrobage des semences.
Le projet étant arrivé à terme il y a un an, la Pme toulousaine et son partenaire industriel poursuivent leur collaboration pour mettre sur le marché un dispositif économiquement viable.
Par ailleurs, dans le cadre de H2020, AB7 industries s'est positionnée sur l'appel à projets Instrument PME. Baptisé Agro7, le dossier vise à finaliser d'une part les produits de protection par pulvérisation ou enrobage de microparticules chargées en actifs naturels , d'autre part à finir de mettre au point les traitements protecteurs ou la prolifération in situ des micro-organismes sélectionnés et promus directement sur la plante. L'objectif est de franchir l'étape de la production de ces nouveaux produits et leur homologation avant distribution.

Concernant les biotechnologies, l'idée est de développer la fermentation sur des supports solides.

Parier à nouveau sur les biotechnologies au service de l'agro-écologie

Convaincu que les bactéries auront un rôle grandissant à jouer dans l'agriculture, René Chelle va doter l'entreprise d'un département biotechnologies, un des ses premiers domaines de prédilection. «*J'ai démarré en 1971 avec un produit pour l'épuration des eaux domestiques*» rappelle-t-il.
Des brevets d'origine vont être exploités, d'autres seront déposés. Parmi les innovations récentes, l'entreprise vient de lancer un procédé 100% biologique pour diminuer le degré d'alcool des vins, tout en préservant le bouquet. L'expertise acquise sur les dispositifs de diffusion sur support polymères sera capitalisée, l'idée étant de développer la fermentation sur des supports solides assurant la captation et la prolifération in situ des bactéries.
Pour conforter le déploiement à l'international et gérer la montée en cadence de la production, AB7 Industries poursuit ses investissements. L'accompagnement du réseau des distributeurs sera consolidé avec de nouvelles ressources en commercial et marketing. Un laboratoire dédié à l'homme, à l'instar de celui de Deyme axé sur l'animal est à l'étude.●

Emma BAO

Produits pour une agriculture durable

- microparticules actives sprayables servant de support et vecteur à des molécules actives naturelles (stimulation des défenses naturelles, répulsion des nuisibles, confusion sexuelle...) et systèmes de pulvérisation avec prolifération in situ des micro-organismes (protection bactérienne, antifongique...) ;
- pièges servant de support et vecteur à des molécules modifiant le comportement des nuisibles (phéromones, kairomones, insecticides...) ou garnis de micro-organismes (virus, champignons, entomopathogènes) ;
- granulés actifs biodégradables servant de support et vecteur à des molécules actives (favorisant la croissance, stimulant les défenses naturelles, repoussant les nuisibles...),
- fertilisants (support digestat, éléments nutritifs spécifiques...)
- micro-organismes (renforcement bactéries fixatrices d'azote...)

Le projet neoramus avec une grosse ETI

Labellisé par Agri Sud-Ouest Innovation, ce projet vise à éliminer les souris et les rats avec des méthodes prévues pour contrecarrer la capacité d'adaptation de ces espèces. Les rongeurs sont soient repoussés avec des répulsifs naturels soit piégés avec des odeurs les attirant.

Un ballon de rugby pour piéger les ténébrions

Avec Ovalie Innovation, structure commune de R&D fondée par les groupes coopératifs Maïsadour et Vivadour, AB7 Industries a mis au point un piège en forme de ballon de rugby pour capturer les ténébrions et ainsi déterminer le degré d'infestation.
Ces insectes qui prolifèrent dans les élevages de poulets, sont attirés par la composition attractive contenue dans le piège. Ils s'engouffrent dans un réseau de tubes prévus pour éviter le cheminement inverse.

La méthanisation : le groupe Agri innove avec une première référence AgriThane

L'unité de méthanisation installée à Montans dans le Tarn par le groupe Agri sur sa plateforme de valorisation de matières végétales, fonctionne avec un nouveau procédé en voie sèche discontinue, une première en France. La transformation de la matière organique en biogaz anime un moteur de cogénération qui produit de l'électricité depuis le 18 décembre 2014 raccordée au réseau. Une première référence pour la marque AgriThane.

La technologie développée en interne, à Montans : 4 digesteurs séparés alimentés en différé.

Après la défaillance de ses fournisseurs en 2013, Nicolas Dubousquet, le dirigeant du groupe Agri a réintégré en interne le développement du méthaniseur avec l'idée derrière de recycler le savoir-faire en le commercialisant. Une équipe de 8 personnes dont trois ingénieurs (mécanique, bioprocédé et biologiste) a été mise en place. Presque un an après le démarrage, les résultats sont probants avec des bons ratios énergétiques. «*Nous sommes au-delà des objectifs initiaux de 50% en produisant 400 kWh d'électricité soit 75% dès la première année. En 2016, nous exploiterons 100% du méthaniseur en produisant 550 kWh*». 10 000 tonnes / an de résidus agricoles proches alimentent le méthaniseur. Le retour sur investissement est supérieur à dix ans. L'équipe d'AgriThane est en train de préparer une version V2 d'AgriThane, plus industrialisée, capable de traiter des biodéchets. Avec cette référence, le groupe Agri s'est lancé dans la vente de méthaniseurs clé en main. Quelques projets ont été chiffrés, 1 ou 2 devraient être signés l'an prochain. AgriThane table sur la construction de 4 à 5 unités par an sur le marché français et à l'export en visant les agriculteurs, les collectivités locales, les industriels.

La voie sèche discontinue

La matière première agricole valorisée n'est pas sous forme liquide mais solide avec 30% de matière sèche. Le processus est discontinu avec 4 digesteurs alimentés en différés, chacun est mis en route sept jours après le précédent. Le cycle de dégradation pour chaque digesteur s'étale sur 28 jours. L'installation est gérée par une supervision pilotable depuis un smartphone.

Les atouts du procédé :

Coût d'exploitation plus faible avec moins de pièces mécaniques en mouvement.

Un problème biologique sur un digesteur ne paralyse pas l'exploitation des autres digesteurs contrairement aux procédés liquides où la production peut s'arrêter pendant plusieurs mois en remettant en cause l'équilibre économique.

EN CHIFFRES

> **Groupe Agri** : 70 salariés, 12M€ de CA en 2015

> **Activités** :

• **Travaux publics**, travaux de terrassement et traitement du sol avec Agri Environnement et conception-vente de méthaniseurs sous la marque AgriThane.

• **Travaux forestiers**, d'entretien et activité de bois énergie avec Agri 2000.

• **Exploitation Agricole** avec la SCEA qui exploite également l'usine de méthanisation de Montans.

• **Vente de plaques forestières** et de bûches de bois densifiées sur www.mademoisellebuche.com

Conditionnement automatisé des bûches de bois.

Nicolas Dubousquet, dirigeant du Groupe Agri avec le stock de bûches de bois.

Une économie circulaire à Montans

La plateforme de valorisation des matières végétales à Montans est un projet global qui mobilise 7 M€ d'investissement, 1,3 Meuros de subvention du Conseil régional et de l'Ademe, prêts bancaires de la BPO, du Crédit Agricole et la Société Générale. C'est à la fois la méthanisation de 10 000 t de matières végétales, la production d'électricité, de plaquettes forestières commercialisées pour les chaufferies et de bûches de bois vendues aux particuliers, de digestat pour l'exploitation agricole à la place d'engrais chimiques. La matière première issue de l'activité du groupe Agri (résidus agricoles, sous-produits du bois) est entièrement valorisée.

L'accompagnement et la formation permettront de rendre autonome l'exploitant du méthaniseur.
«*Notre plateforme de Montans est un atout notamment pour les agriculteurs qui peuvent s'approprier le process lors de visites, réaliser des tests avec leur matière première pour mesurer son pouvoir méthanogène*». Le projet AgriThane s'inscrit dans un contexte favorable avec la loi de Transition énergétique d'août 2015 qui prévoit 100 M€ de subvention pour la méthanisation, le plan de 1000 méthaniseurs à la ferme, les aides du Conseil régional Midi-Pyrénées. Les circuits courts et l'économie circulaire sont plébiscités.
«*Je crois beaucoup aux projets de territoire avec des approvisionnements courts, notre exemple est transposable ailleurs où l'on retrouve des intrants similaires*». ●

Jean-Luc BÉNÉDINI

Les plantes : une source majeure de ressources chez Pierre Fabre

Les plantes constituent une source majeure d'inspiration chez Pierre Fabre. Le groupe précise que plus de 40% de son chiffre d'affaires provient de principes actifs issus du végétal.
Certaines marques comme A Derma, Klorane dépendent exclusivement de principes actifs tirés des plantes.
En amont, le pôle Actifs Végétaux assure à la fois la R & D et la gestion des approvisionnements.

Champs de calendula cultivé dans le Tarn.

Pharmacien passionné de botanique, Pierre Fabre a démarré son activité pharmaceutique avec ce modèle il y a plus de cinquante ans. Aujourd'hui la quasi-totalité des grands groupes pharmaceutiques ont stoppé leur R & D sur les plantes supplantées notamment par les biotechnologies.

Chez Pierre Fabre, le fil n'est pas coupé, «*Nous pensons qu'il y a toujours des éléments originaux à extraire des plantes*» relate Yves Barbin, directeur du Pôle Actifs Végétaux au sein de l'IRPF, l'Institut de recherche Pierre Fabre. Les experts du pôle végétal, une trentaine de chercheurs sur le site de l'Oncopole, travaillent pour ●●●

••• l'ensemble du groupe, sur les axes de R&D clés, la cancérologie, le système nerveux central, la dermatologie et la cosmétologie, à la fois sur des axes propres ou des sujets cibles. Les stratégies de recherche exploitent des approches multiples, comme le criblage à haut débit et en parallèle des études plus ciblées, en utilisant par exemple la modélisation moléculaire... Le groupe s'appuie également sur des expertises transversales (en pharmacologie, études cliniques, les aspects réglementaires, la formulation...).

Pour mener ces études, les Laboratoires Pierre Fabre vont puiser dans leur banque d'échantillons qui comprend 16 500 échantillons de plantes équivalent à des millions de molécules. Elle sert à l'identification des principes actifs pour améliorer les traitements.

Pierre Fabre fait partie des rares entreprises dotées d'un Conservatoire botanique. Implanté à Soual avec ses 1200 espèces végétales dont 40% sont protégées, il est le premier organisme privé à être agréé CITES, la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvage menacées d'extinction. Parmi les récentes découvertes, celle de la capacité antimicrobienne de la myrte sur le biofilm.

Cette propriété est exploitée par la marque Ducray qui l'a intégrée dans son produit contre l'acné, le Kéracnyl. Le processus entre le lancement des 1ers travaux et la mise sur le marché d'un produit dermocosmétique s'étale sur 3 à 5 ans, variant notamment selon l'ampleur de l'étude clinique. «*Au final nous avons des produits actifs de qualité et sûrs*».

Tous les projets n'aboutissent pas. La matière première arrive de tous les continents. Certaines sont stratégiques comme la pervenche tropicale utilisée pour la fabrication des anticancéreux, Navelbine et Javlor. Plusieurs centaines de tonnes par an de cette plante livrée séchée sont fournies par deux sources en Inde et à Madagascar. Dans ce pays, la filiale de Pierre Fabre emploie sur place une cinquantaine de personnes dans le sud de l'île. «*Aucun incident sur les volumes ou la qualité ne s'est produit à ce jour. Nous surveillons tous les événements climatiques, comme les ouragans, qui pourraient perturber la supply chain*».

Le groupe produit une partie de ses plantes dans le Tarn avec sa filiale Pierre Fabre Agronomie qui a le statut d'exploitant agricole. Elle fait travailler des prestataires agricoles sur 200 ha de terres agricoles, 100% bio. Sont notamment produits l'Avoine Rhealba® à la base de tous les produits de la marque A-Derma, du bleuet, du calendula, de la capucine, de l'hélichryse...bien adaptés à la région de production autour de Puylaurens, St-Sulpice ou Soual. Dans le cadre de la rotation triennale des cultures, des céréales et des légumineuses sont également cultivées, puis vendues à la coopérative Agri Bio Union. Le pôle Actifs végétaux dispose également d'une antenne en Chine depuis 14 ans, un pays où les plantes jouent toujours un rôle fondamental dans la pharmacopée. C'est à la fois un service de sourcing de matières premières et de veille scientifique via de nombreux partenaires, dans les universités et des structures privées. La Chine investit lourdement dans ce domaine par exemple en injectant une trentaine de millions d'euros dans la création d'une zone de conservation du patrimoine génétique au jardin botanique de Canton. ●

Les produits A.Derma à base d'avoine Rhealba® cultivée dans le Tarn.

Jean-Luc BÉNÉDINI

Une nouvelle compresse chirurgicale «vente»

Une compresse chirurgicale innovante conçue avec l'appui scientifique du Laboratoire de Génie Chimique (LGC) de l'INP Toulouse est commercialisée par Sofradim Production, filiale du Groupe Medtronic. Issue des recherches en chimie verte, la nouvelle compresse est hémostatique, donc elle arrête le saignement des tissus qui suturent difficilement, et elle est biorésorbable : on peut donc la laisser sans danger à l'intérieur du corps humain. Cette nouvelle compresse ne contient aucune trace de produits chimiques. En substitution des solvants utilisés habituellement pour sa fabrication par oxydation des tissus de cellulose, on utilise en effet du CO^2 supercritique, c'est-à-dire sous haute pression.

Toulouse White Biotechnology : 55 projets R&D, 11 brevets

Toulouse White Biotechnology (TWB) est un démonstrateur pré-industriel dont l'objectif est d'accélérer le développement des biotechnologies industrielles en facilitant les échanges entre la recherche publique et l'industrie. Sa vocation est de contribuer à l'essor d'une bio-économie fondée sur l'utilisation du carbone renouvelable, dans les domaines de la chimie, des matériaux et de l'énergie. Les résultats prévisionnels de TWB pour 2015 sont très prometteurs avec une croissance marquée du nombre de contrats de recherche industriels. En trois ans d'activité ils représentent un montant cumulé estimé à 18 M€ à fin 2015. TWB est très avance sur le calendrier qui fixe un objectif de 21,8M€ en 2019. L'ensemble des projets de recherche autofinancés et industriels, soit 55 projets au total, auront généré 11 brevets à fin 2015. Le résultat majeur pour le démonstrateur pré-industriel en 2015 sera les premières retombées industrielles des projets de recherche financés par TWB. Plusieurs d'entre eux sont en voie d'être valorisés par des partenaires industriels de TWB pour des applications et une start-up issue de l'un de ces projets doit très prochainement voir le jour. A l'horizon 2019, TWB s'installera dans 3500 m2 sur le campus de l'INSA Toulouse en se rapprochant des équipes du Laboratoire d'Ingénierie des Systèmes Biologiques et des Procédés (LISB) de l'INSA Toulouse.

GROUPE ciléo

Action Logement

Le plaisir d'être propriétaire

Le Groupe Ciléo offre des réponses adaptées à tous les besoins immobiliers des salariés.
Pour l'achat de votre maison ou de votre appartement, ou pour réaliser un investissement locatif, découvrez les atouts de nos offres de vente :

- prix très attractifs, dans le neuf ou dans l'ancien,
- logements situés au plus près de votre lieu de travail et répondant aux meilleures normes techniques et environnementales,
- dispositifs sécurisés pour l'achat de votre habitation principale.

Acquisition, location, financement immobilier : concrétisez l'ensemble de vos projets logements avec le Groupe Ciléo.

O hima 300 © Shutterstock

www.groupecileo.com

LA CITÉ JARDINS · ciléo · promologis · Maisons Claires · ciléo

La puissance d'un groupe,
la synergie d'un réseau.

La mutuelle santé obligatoire dans chaque entreprise : comment agir ?

Les employeurs proposent et les salariés disposent ! C'est ainsi qu'on pourrait résumer l'obligation faite aux entreprises d'établir un contrat de santé pour chaque employé à compter du 1er janvier 2016.

Pour comprendre les enjeux, le mode opératoire, les risques et les opportunités liés à cette mesure, le Medef de la Haute-Garonne a organisé une rencontre entre des chefs d'entreprise soucieux d'approfondir ce sujet et des représentants/dirigeants de mutuelles à savoir : Henry Mathon, directeur général de Prévifrance, Karine Noël, directrice d'Harmonie Mutuelle, Hélène Soual, responsable des ventes (marchés des entreprises) au sein d'AG2R La Mondiale, Emilie Lebard, du cabinet Assurinco, Jean-Pierre Pailhol, directeur de la mutuelle du Rempart. Face à l'échéance qui se profile, il est urgent de passer à l'action. 500 000 TPE et PME n'ont encore pris aucune décision en la matière. Cela concerne 4 millions de salariés, 10 millions de personnes à protéger !

De g. à d : Pierre Albisson, Hélène Soual, Henry Mathon, Emilie Lebard, Karine Noël, Jean-Pierre Pailhol.

Cette sécurisation voulue par le gouvernement ne reflète pas une réalité alarmante. 93% de la population bénéficie déjà d'une coplémentaire santé. Aussi le terme «*couverture pour tous*» n'est pas des plus approprié. Mieux aurait valu afficher le slogan «*une mutuelle santé obligatoire dans chaque entreprise*». Derrière cette décision du législateur, se profile en fait un désengagement à terme de la Sécurité Sociale (confrontée à un déficit abyssal) pour s'acheminer vers une quadrature de son financement (entreprise, salarié, mutuelle, assurance maladie).

Comment passer à l'acte ?

Un panier minima de soins couverts va s'imposer à chaque entreprise, laquelle financera à 50% avec le salarié ce contrat de santé. Plusieurs cas de figure vont se présenter. L'entreprise peut décliner l'accord de branche (il s'en signe un tous les deux jours actuellement !) décidé dans la profession et l'appliquer. Elle peut aussi négocier un accord d'entreprise avec les représentants du personnel pour définir un socle de protection. Il peut aussi s'agir d'une décision unilatérale de l'employeur (DUE).

Quelle que soit la configuration, la démarche doit être formalisée chaque année. Le salarié notifie son refus ou acceptation. Il existe différents cas de dispense d'affiliation [1].

Ne rien faire ou mal faire c'est encourir un contentieux prud'homal, un contrôle URSSAF ou de l'Inspection du travail.

Quel contenu ?

Si on s'en tient aux minimas requis, les remboursements par poste seront inférieurs à ceux de la CMU. Il est vrai que le ticket d'entrée est bas (une vingtaine d'euros au total répartis entre le salarié et l'entreprise). Aussi, des surplus complémentaires seront proposés dans le cadre de contrats collectifs, libre aux salariés d'y souscrire. Ces renforts peuvent ou pas faire l'objet d'une participation financière de l'employeur.

Quels sont les avantages de ce nouveau régime ?

Soumis au libre arbitre de l'entreprise, l'ancien système faisait partie des éléments de rémunération substitutive. La nouvelle donne, préserve en grande partie l'intérêt fiscal et social. Les cotisations versées continuent à être déductibles de l'impôt sur les sociétés. La contribution employeur est exonérée de charges sociales, pour les barèmes, mieux vaut que le contrat de santé soit responsable.

Quid des employeurs qui offriraient des garanties qui dépasseraient les plafonds du contrat «*responsable*» ?

Les employeurs qui auraient mis en place des conditions qui seraient considérées hors cadre, et considérées par la loi comme trop «*favorables*» aux salariés seront pénalisés. Tout d'abord, une surcote de 7% sera appliquée à la base. Mais plus encore, ils perdront l'avantage de la déduction de la cotisation. Malgré la possibilité de maintenir l'existant jusqu'en 2017, et face aux contraintes et aux risques associés, la mise en conformité s'impose au plus vite.

Que devient la portabilité ?

Depuis 2014, le salarié continue à être couvert pendant 12 mois, une fois qu'il a quitté •••

Coup d'envoi de la 16e semaine Ecole-Entreprise chez Veolia Eau, à l'usine de Ginestous-Garonne

Placée sous le signe du développement durable, cette 16e édition de la semaine Ecole-Entreprise a été lancée au sein de l'usine de Ginestous-Garonne de Veolia Eau. Compte tenu des attentats meurtriers survenus à Paris et des mesures de sécurité adoptées, les déplacements des collégiens et lycéens pour venir découvrir les entreprises sont reportés. Les interventions prévues par les professionnels au sein des établissements scolaires sont quant à elles maintenues.

En préliminaire au coup d'envoi officiel de cette manifestation nationale déclinée dans les régions, Gilbert Bizien, directeur, a évoqué les nombreux métiers liés à l'eau que ce soit sur la distribution, l'assainissement, la relation clientèle, la maintenance des réseaux.... Les technologies numériques, les capteurs, les big data font partie des évolutions en cours et à venir. Quels que soient les outils utilisés, l'homme mobilise son intelligence, son sens critique, son esprit éclairé pour réagir à toute situation inattendue, remettre en question des données fournies par la machine et déconnectées de la réalité... La formation, l'expérience terrain préparent à tout cela.
Concernant le site de traitement des eaux usées, la valorisation est omniprésente à tous les niveaux : transformation des boues utilisées pour l'épandage agricole, le compostage (en les mélangeants aux déchets verts), la production sur place de chaleur... Un projet de méthanisation est à l'étude pour franchir un nouveau palier. La biodiversité est aussi privilégiée, des audits ont été conduits avec le Muséum d'histoire naturelle car en la matière, il faut faire preuve d'expertise (garder les arbres coupés pour offrir un habitat aux insectes, ne pas introduire des espèces modifiant l'écosystème...).
Travaillant sur du long terme, avec des choix à faire pour les 40 à 70 ans à venir, Veolia Eau s'adapte au changement de donne, avec une tendance à la municipalisation de l'eau et le retour à la régie. Dans ce contexte, l'entreprise répond aux demandes modulaires des collectivités locales, proposant ses différents savoir-faire bien identifiés en termes de prestation. Ouverte au public pour des visites guidées organisées par la société Manatour, l'usine de Ginestous-Garonne reçoit de nombreux scolaires. Veolia Eau qui emploie sur place 450 salariés, dispose aussi de son propre campus à Tarbes pour former les futurs collaborateurs.
Saluant l'engagement de cet opérateur mondial de l'eau en faveur du rapprochement école-entreprise, Sylvie Petitjean, administrateur du Medef Midi-Pyrénées-Présidente FFP MP, a rendu hommage aux Medef départementaux, aux branches professionnelles, à la CCI de Région, aux chefs d'établissement, au Rectorat... à tous les acteurs qui oeuvrent pour la réussite de cette opération qui permet de nouer et consolider des partenariats, initier des contacts tout le long de l'année, développer l'esprit d'entreprise chez les jeunes, promouvoir les formations techniques et professionnelles.

Lancement officiel de la 16e semaine Ecole-Entreprise.

Parmi les actions phares, on peut citer le concours «*Raconte-moi l'entreprise*»...
Eric Szmata, délégué académique aux formations professionnelles initiale et continue, a insisté sur l'importance d'un resserrement des liens entre l'école et l'entreprise pour anticiper les nouveaux métiers. Non sans avoir souligné qu'une des missions principales de l'Education Nationale est de former un citoyen éclairé !
Le thème choisi, le développement durable, met en exergue les enjeux de l'accès à l'eau, à l'énergie, aux soins, à la mobilité... In fine, la minimisation de l'impact sur les ressources naturelles contribuera à préserver la planète. Le dialogue permanent entre l'école et les acteurs économiques aide à trouver la bonne adéquation pour développer les compétences requises. L'usine du futur, la fabrication additive, l'internet des objets sont des révolutions que doit intégrer l'Education Nationale, laquelle forme des générations avec des orientations à 20 ans.
Pour donner toujours un plus grand retentissement à l'événement, l'Ecole de journalistes de Toulouse a aussi mis ses étudiants à contribution.
Un signe de plus de l'esprit d'ouverture qui prévaut bien au-delà de la Semaine Ecole Entreprise.

••• l'entreprise. Cette garantie est financée par la solidarité, entre organismes assureurs qui mutualisent la dépense répercutée sur l'ensemble des contrats. Ce sont ces organismes et non l'entreprise qui veillent à la portabilité. Un retraité aura le bénéfice de son ancien contrat collectif majoré avec la disparition de la part employeur.
Comme pour de nombreux textes de lois, subsiste une part d'interprétation qui différera selon les avocats ou conseillers consultés. Face donc à des situations spécifiques ou tous autres questionnements, le Medef 31 se tient à la disposition de ses adhérents. ●

(1) : Parmi les cas de dispense figurent : le salarié déjà couvert par un contrat individuel, les ayants droit (couverts par les conjoints), les CDD et contrats de mission inférieurs à 12 mois, les apprentis, les intérimaires, les bénéficiaires de la CMUC et ACS.

HOMMAGE A UN MANDATAIRE

• ANDRÉ BURGUION

André Burguion est décédé accidentellement cet été à 77 ans. Il était, en Comminges, un homme d'entreprise exemplaire et un représentant patronal particulièrement engagé.
L'entreprise c'est d'abord l'Entreprise Cassagne, puis Cassagne Electricité -électricité, réseaux et terrassement- dont il sera secrétaire général, puis directeur général jusqu'à sa retraite en 2003. Il avait été recruté en 1969 par Léon Cassagne avec lequel il a toujours été dans une proximité étroite et permanente. Juriste et comptable, titulaire du DECS, il apporte sa rigueur de gestionnaire à la restructuration, à la pérennité, au développement, à la diversification à travers les filiales de l'Entreprise Cassagne. De plus, en 1984, André Burguion fonde la société Pyretherm –chauffage, plomberie, sanitaire, zinguerie, couverture- dont il a été le gérant jusqu'à son départ à la retraite.
Parallèlement, il représente les entreprises comme délégué consulaire, comme président national du SNSO (syndicat national du second œuvre). Il a été conseiller prud'homme employeur au conseil de Saint-Gaudens de 1982 à sa mort.
Il était une grande figure du conseil de Saint-Gaudens, assumant avec conscience toutes les tâches de magistrat prud'homal. Respecté de tous, il a été de nombreuses années président de la section de l'encadrement, membre de la formation de référé. Il avait lui-même le plus grand respect pour ses collègues, employeurs ou salariés, et pour le personnel du greffe. Il respectait naturellement les justiciables sachant traiter leurs affaires sans a priori et avec rigueur. Il était d'une ponctualité remarquable dans l'élaboration des décisions. Enfin, il n'a jamais cessé, de 1982 à 2015, d'assister aux sessions de formation organisées pour les conseillers prud'hommes employeurs.
André Burguion était particulièrement soucieux du développement et de l'emploi dans le Comminges. Il sut argumenter pour le maintien du conseil de prud'hommes de Saint-Gaudens.
André Burguion laisse le souvenir vivace d'un homme travailleur, rigoureux, courageux, honnête ayant un respect profond de la parole donnée.

A RETENIR

• MONMEDEF.COM

Le Medef vient de lancer une campagne de communication en novembre pour faire connaitre ce que peut apporter notre organisation professionnelle à tous les entrepreneurs de France.

GSC, pour entreprendre aujourd'hui sans vous soucier de demain

Parce que l'anticipation des risques fait partie de votre métier, la GSC vous assure en cas de perte d'emploi

MEDEF CGPME UPA

L'assurance chômage des chefs et dirigeants d'entreprise

GSC

GSC
42, avenue de la Grande Armée
75017 PARIS

Tel : 01 45 72 63 10
Fax : 01 45 74 25 38

contact@gsc-asso.fr
www.gsc-asso.fr

N°Orias : 12068162 (www.orias.fr)
Mandataire exclusif soumis au contrôle de l'ACPR (61 rue Taitbout – 75009 Paris)
Mandant : Caisgarms SA, 8-10, rue d'Astorg, 75383 Paris Cedex 08

Les coopératives à l'offensive dans l'agroalimentaire pour accéder aux réseaux de distribution

Les 2/3 de l'activité des coopératives du Languedoc-Roussillon proviennent de la viticulture.

Le triage automatisé des pommes chez Blue Whale dans le Tarn-et-Garonne.

La future région sera l'un des plus grands territoires agricoles français et le premier pour la viticulture. C'était le fil conducteur de la dernière AG de Coop Midi-Pyrénées, la fédération des coopératives agricoles (7800 salariés, 5,3Md€ de CA avec les filiales) appelée à fusionner avec son homologue Languedoc-Roussillon (13 000 salariés, 3Md€ de CA pour les coop), organisée au Conseil régional. Les coopératives mettent en avant leur outil agroalimentaire avec l'objectif de sortir de la guerre des prix imposés par la grande distribution qui représente 75% du marché !

Par Jean-Luc BÉNÉDINI

AGRICULTURE

« Il *faut essayer de se différencier sur les marchés, en jouant la proximité, la qualité tout en restant dans les standards des prix sans être naïf dans un contexte de guerre des prix, de volatilité des prix des matières premières, de crise de confiance chez les consommateurs*» relatait le secrétaire général de Coop de France Pascal Viné qui évoquait un new deal avec la GMS. Une nouvelle campagne de communication nationale est organisée en décembre 2015 pour valoriser les productions auprès du grand public.

En Midi-Pyrénées plusieurs rencontres ciblées ont été organisées en 2015, en partenariat avec l'ARIA (les entreprises privées de l'agroalimentaire), entre les dirigeants des Pme et la distribution, avec Carrefour sur la plateforme logistique de Plaisance-du-Touch en janvier, Intermarché en juin, lors du salon «*Auchan et Pme du Sud-Ouest : les 1res rencontres régionales* » en mars…Les 8 et 9 juin prochain se déroulera la 7e édition du salon Sud-Ouest Découverte où 400 acheteurs vont rencontrer les entreprises.

Sur le terrain, les acteurs se bougent. Exemple la coopérative aveyronnaise Jeune Montagne qui a investi 7 M€ ces 4 dernières années regroupant 115 producteurs adhérents, représentant 16 millions de litres de lait collectés en AOC, réalisant un CA de 20 M€, employant 120 salariés. La filiale de Vivadour, Volailles Fermiers a ouvert 30 nouveaux bâtiments en 2014, 9 en 2015, 18 en 2016, une quarantaine prévus sur 2017-2018. 4,2 millions de poulets pintades label rouge IGP du Gers sont élevés par 170 éleveurs avec 379 bâtiments sur 144 000 m². «*Depuis 18 mois nous avons un partenariat exclusif avec Casino pour 1,2 million de poulets sans antibiotiques*» indiquait Christian Laforêt de Vivadour.

La filière bio est en pleine expansion. Sodiaal avec ses filiales NutriBio à Montauban et Yéo Frais à Toulouse, prévoit de collecter 25 millions de litres de lait bio supplémentaire dans le Sud-Ouest. Au total Sodiaal envisage sur le territoire de collecter 100 millions de litre de lait bio pour atteindre les 150 millions d'ici 2020 ! •••

De g. à d. : B. Calmette, pdt Coop Languedoc-Roussillon, V. Labarthe, vice-pdt du Conseil Régional Midi-Pyrénées, P. Augier, Draaf Midi-Pyrénées et JP. Arcoutel, pdt de Coop Midi-Pyrénées.

Bio : +20 % de conversion au 1er trimestre 2015

Au premier semestre 2015, plus de 585 agriculteurs, soit 20% d'augmentation, se sont lancés dans le bio en Midi-Pyrénées. Le nombre de nouveaux hectares convertis dépasse largement les ratios des autres régions de France avec plus de 15 000 ha en 2014 et plus de 37 000 ha en 2015. Midi-Pyrénées est la 1ère région française en agriculture biologique en termes de surfaces (145 686 ha bio et conversion), la 2ème en nombre de producteurs (2 933 exploitations) fin 2014. La dotation FEADER à l'agriculture bio se monte à 65 millions d'ici 2020.

Les défis de la future région

- Peu de valeur ajoutée produite : les aides de la Pac constituent l'essentiel des revenus agricoles.
- L'augmentation des productions exportatrices.
- La valorisation des circuits courts auprès de la GMS et de la restauration collective.
- La pression foncière joue contre les nouvelles installations agricoles.
- L'environnement, l'eau, deviennent des sujets stratégiques.
- 45% de la future région est classée en zone de montagne.

Quid des marques Sud de France et Bannière Sud-Ouest ?

DRAAF nouvelle région :

Les 5000 fonctionnaires de la DRAAF, la Direction régionale de l'agriculture, l'agroalimentaire et de la forêt seront répartis également sur Toulouse où siègera le directeur régional (services de l'alimentation, la forêt-bois, les statistiques) et Montpellier (Agroalimentaire, France Agrimer, formation).

Les coopératives de la nouvelle région

400 coopératives, 160 filiales, 13 610 salariés, 6 Md€ de chiffre d'affaires soit 3Md€ environ pour chacune des deux régions. Avec les filiales, le CA de Coop Midi-Pyrénées atteint 5,3 Md€. Les ¾ du CA de Languedoc-Roussillon proviennent de la vigne avec 220 coopératives allant de 5000 hectolitres jusqu'à 250 000 hectolitres, 18 000 vignerons coopérateurs. C'est plus diversifié en Midi-Pyrénées avec les céréales, la viande, le lait, les fruits et légumes, le vin, les bois et forêts, le tabac….

••• Coop de France a obtenu que toutes les entreprises quelle que soit leur taille puissent bénéficier des aides européennes FEADER aux investissements matériels des industries agroalimentaires de première transformation. Pour Midi-Pyrénées, ces aides représentent 1,307 milliard d'euros sur 2014-2020 ! Cela concerne à la fois le financement des bâtiments et équipements soit 30% voire 40% des projets pour les coopératives, les produits SIQO. La compétitivité des outils est une donnée clé pour accéder aux réseaux de distribution, l'objectif numéro un des acteurs coopératifs.●

Par Emma BAO

TIC

CityMeo donne une nouvelle impulsion à l'affichage dynamique

L'équipe de CityMeo

«*Nous avons la solution la plus simple du monde pour gérer des réseaux d'écrans*» indique David Keribin, co-fondateur président de CityMeo. Les entreprises, les enseignes avec leurs boutiques en propre, les franchisés, les régies de publicité, nombreux sont les clients qui plébiscitent l'outil conçu par cette start-up hébergée au sein de l'IOT Valley.

La grande distribution a rapidement saisi l'opportunité, Leclerc fait partie des références. Boulanger pour son siège social de Lille a franchi le pas. Les collectivités locales font aussi partie du cœur de cible. Une expérimentation est en cours avec Toulouse Métropole pour envoyer des informations aux mairies de quartier.

Les petits commerçants indépendants ne sont pas en reste. Les trois fast-food à base de canard de l'enseigne Duckme ont adopté cette technologie qui contribue à booster les ventes.

Un système simple à piloter

A partir d'un mobile, d'une tablette ou d'un ordinateur, on crée du contenu dynamique qui s'affichera sur l'ensemble des supports numériques installés dans les galeries marchandes, les magasins, les halls d'entrée, les salles d'accueil… Cela facilite la mise en avant des promotions, l'information temps réel, l'envoi de messages personnalisés. Le client qui a choisi la plateforme web développée par CityMeo pour gérer sa communication, envoie en quelques clics du texte, de la vidéo, des documents PDF...Il sélectionne les terminaux concernés, paramètre ses campagnes selon plusieurs critères (conditions météo, localisation géographique, dates et heures….). L'exploitation du logiciel est proposée en mode SaaS. Chacun des écrans est muni d'un lecteur vidéo qui diffuse le contenu multimédia. Ce player très compact, d'une centaine de grammes, est assemblé dans les locaux de la PME toulousaine. Deux années de R&D ont été nécessaires pour mettre au point cette interface de gestion et ses algorithmes intelligents en charge de la planification des affichages.

Un millier d'écrans devraient être connectés en 2016.

Imaginer d'autres interactions

Outre l'animation à distance des parcs d'écrans, d'autres interactions sont également possibles. En collaboration avec des sociétés de l'IOT Valley (Ubleam, Mobi Rider, France Pari, Ubigreen…), CityMeo entrevoit de nouveaux usages et fonctionnalités. Ainsi, un consommateur qui scanne un produit dans une surface de vente verra apparaître sur un écran des informations complémentaires. Concernant les paris sportifs, l'évolution des cotes peut être mise en exergue en temps réel.

A NOTER

> **CityMeo** a été créée en novembre 2012
> **Effectifs :** 9 personnes
> **CA :** 40 000 € en 2014, 200 000 € fin 2015 !

Afficher publiquement les consommations énergétiques d'un bâtiment est une manière de suivre collectivement les performances, d'inciter aux comportements vertueux. «*Avec Axa, un de nos premiers clients, nous voulons pousser plus loin notre solution en donnant la possibilité aux assurés d'activer sur un écran de l'info sur mesure. Et ce en scannant un code avec son smartphone*» précise David Keribin. Sur les événementiels, l'outil de CityMeo s'avère des plus pertinents pour diffuser sur écran des résultats en temps réel. Ce qui a été fait pour la nuit du Hack ou la course organisée lors des Innovation Days à Labège.

Pour financer la croissance, une levée de fonds (125 000 €) a été opérée début 2015. Une autre est prévue en 2016. L'entreprise double de mois en mois le nombre de supports numériques équipés. Commercialisée depuis janvier 2014, l'offre monte en puissance, un millier d'écrans devraient être connectés en 2016. Le déploiement à l'international fait partie des priorités. Quelques écrans pilotes sont déjà en cours de test aux USA, Liban, Danemark, Suisse.●

Par Jean-Luc BÉNÉDINI

INGÉNIERIE

TUCANA ENGINEERING : 90 % de l'activité à l'international

Galya Brovko
Dirigeante de Tucana Ingeneering.

Créée en 2014 à Toulouse, Tucana Engineering France a rapidement trouvé ses clients, quelques-uns sur le territoire mais surtout à l'international. 90 % de l'activité provient des affaires conquises à l'export par sa dirigeante, Galya Brovko.

Cette entreprise cible à la fois les marchés de l'ingénierie dans l'aéronautique, l'automobile, les aménagements aéroportuaires et l'énergie.

Parmi les clients figurent, TAI (Turkish Aerospace Industry), qui a confié à Tucana Engineering des études sur un avion d'entraînement.

Les ingénieurs de Tucana interviennent pour la Turkish Aerospace Industry.

La Turquie a développé tout un savoir-faire aéronautique en travaillant sur plusieurs programmes militaires comme le futur avion de chasse F-X, des hélicoptères ou un avion régional entre autres qui pourraient déboucher à terme sur le lancement de projets à vocation militaire. «*Nous avons d'excellentes relations avec ce client*» relate Galya Brovko.

Tucana Engineering est l'un principaux fournisseurs d'ECAR à Moscou, la filiale d'Airbus, de Renault Nissan Avtovaz . Dans l'aéroportuaire, les ingénieurs de Tucana interviennent au Turkménistan sur l'aéroport Türkmenabat, participent à des projets avec ADPI, EGIS AVIA.

Avec la fin des grands programmes aéronautiques, les activités d'ingénierie se focalisent sur la production avec la conception d'outillage par exemple pour le groupe Mécachrome, dans la programmation de centres d'usinage automatisés…. Dans les modifications avions, Tucana réalise des modifications sur des hélicoptères pour le compte de RTE, Réseau de Transport Electrique, sur des avions en Allemagne auprès de GDC, aux USA.

En Midi-Pyrénées, Tucana est intervenu pour des études sur le capot moteur du Businova, le bus hybride de Safra, le constructeur tarnais. L'entreprise emploie une dizaine de salariés en France, 450 au total dans le monde, dont la plupart des ingénieurs sont basés en Ukraine et en Russie. «*J'ai un contrôle en continu sur chaque affaire pilotée par un chef de projet. On est très flexible et compétitif*» résume Galya Brovko. Elle a participé récemment au 2e forum économique France-Arabie Saoudite à Ryad. «*Le potentiel est énorme… La France est le 3e investisseur dans ce pays et entretient des relations priviligiées depuis 1975*». L'international va rester la ligne d'horizon de Tucana.

«*C'est indispensable. J'ajoute que le France et ses entreprises ont beaucoup d'atouts pour gagner à l'export avec une très bonne image de marque. Encore faut-il comprendre les besoins et maîtriser les outils pour agir*». ●

TOURISME

«90 % des forfaits-skieurs produits par les nuitées» : Henri Mauhourat, directeur général de Grand Tourmalet (Barèges- La Mongie)

Henri Mauhourat
DG de Grand Tourmalet.

«On a inversé le modèle, avant nous commissionnions les hébergeurs pour vendre les forfaits, maintenant nous les abonnons à n-py.com, notre place de marché» **commente Henri Mauhourat, le directeur général de la station Grand Tourmalet Barèges-La Mongie, un des professionnels à l'origine il y a dix ans du regroupement des 8 stations de ski des Pyrénées autour de la marque n-py.com.**

Le domaine de Grand Tourmalet côté Barèges.

En recoupant les données des clients, l'information clé est ressortie : «*90% des forfaits skieurs sur les 600 000 vendus sont produits par les nuitées*». Seuls 10% proviennent d'acheteurs à la journée, pour la plupart des locaux. Avec un tel taux de transformation, l'hébergement est devenu la priorité des stations pour capter les clients.

Elles ont embauché du personnel dédié pour recruter de nouveaux prestataires, convaincre les agences immobilières, les propriétaires d'hôtels, de gîtes, de chambres….

En parallèle, 300 k€ ont été investis dans la plateforme informatique. Toutes les démarches sont automatisées tant du côté des clients pour réserver et payer, son forfait, la location du matériel, l'école de ski, l'hébergement, que pour les reversements aux prestataires. 18 000 lits sont proposés sur n-py.com par 550 prestataires. La prochaine étape c'est la qualification précise des biens tout en incitant les propriétaires à les remettre à niveau. Un gros travail reste à faire. 1 à 3% des lits quittent le circuit de commercialisation chaque année, soit 20% tous les 10 ans.

Face à ces les «*lits froids*» en déshérence, N'Py avec EDF, le Crédit Agricole, Square Habitat et Gleize Energie proposent une offre clé en main d'accompagnement et financement des travaux. Au Grand Tourmalet, sur les deux vallées de Campan et Barèges, n-py.com propose 3500 lits avec 700 appartements, 3 hôtels, des résidences de tourisme…, pour un potentiel existant de 26 000 lits.

n-py.com
8 domaines skiables, avec Peyragudes, Piau-Engaly, Le Pic du Midi, Le Grand Tourmalet, Luz-Ardiden, Cauterets, Gourette, La Pierre Saint-Martin soit 55% des pistes, 638 salariés, 50 M€ de chiffre d'affaires en 2014/2015, 18 000 lits, 550 prestataires.

Par Jean-Luc BÉNÉDINI

nry Mauhourat,

L'enjeu c'est de concurrencer les autres destinations ski, les Alpes, l'Andorre et les sites comme AirBnB, avec un service complet en ligne. Grâce à Internet, ces stations reprennent la main sur les réservations et leurs chiffres d'affaires. «*Il y a un dynamisme collectif porté par les domaines skiables*» conclut H. Mauhourat. ●

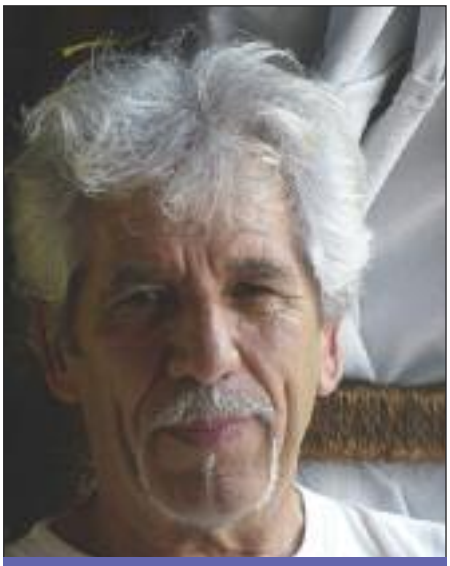
Les principales nouveautés :

Avec la carte N'Py Vacances vendue 20€, les skieurs ne paient que les journées effectivement consommées pendant la semaine de ski.
Sur les domaines les investissements ont été limités à près de 8 M€ : création d'espace free-style à Peyragudes qui a obtenu la certification ISO 5001 Management de l'énergie, nouvelle piste noire au Grand Tourmalet côté Barèges, les nuits Freeride au Pic du Midi qui a noué un accord avec la Compagnie du Mont-Blanc sur un forfait de 4 jours en associant l'Aiguille du Midi et les Grands Montets....
A Piau-Engaly, l'hôtel 3 étoiles les 4 Ours réouvre après une rénovation complète par le groupe Quatrès Hôtels.
Dès 2016, Peyragudes prévoit de lancer la construction d'une télécabine entre Loudenvielle et la station pour un budget de 10M€. «*La création de l'Unité touristique nouvelle a été validée, le plan de financement est monté, nous attendons le PC*» indique le directeur de la station Laurent Garcia.
Grand Tourmalet va investir une douzaine de millions d'euros en 2016 dans le cadre de son programme Grand Tourmalet 360 sur 7 ans de 50M€. Les travaux portent sur remplacement du téléski du Pain-de-Sucre et du télésiège de la Chapelle par un télésiège 4 places arrivant aux Petits-Sapins face à La Mongie. A Barèges, le télésiège de la Piquette sera remplacé par un 4 places plus de la neige de culture.

Par Alexandra FOISSAC

LA BALAGUÈRE : 30 ans dans le voyage à pied

Installée depuis 1985 dans une vallée des Hautes-Pyrénées, La Balaguère est aujourd'hui le 5e tour-opérateur d'aventure français avec une spécialité : le voyage à pied. De l'idée initiale portée par une bande de copains à la success-story à 13.5 M€ de chiffre d'affaires, retour sur 30 ans d'une aventure entrepreneuriale en Val d'Azun et sur les montagnes du monde entier.



Vincent Fontvieille
Directeur de la Balaguère

C'est au cœur du Val d'Azun, à Arrens-Marsous précisément, que La Balaguère est née, portant le nom du vent du sud local, cousin de l'Autan, qui amène le sable du Sahara. Un label prédestiné ! Car si au départ, l'idée était de balader dans les Pyrénées, c'est maintenant dans les montagnes et vallées du monde entier que La Balaguère emmène ses clients, quelque 300 000 personnes, voyager à pied.

Mais il y a 30 ans, le concept, né dans l'esprit novateur de Vincent Fontvieille, alors propriétaire d'un gîte dans le village, était tout simplement de booster ses nuitées en proposant aux touristes de découvrir les alentours en «*all inclusive*». Quelques tours du Val d'Azun plus tard, l'affaire prend de l'ampleur, regroupant quelque 20 associés et amis, devenus, 30 ans plus tard, 40 à la tête d'une entreprise qui a généré 13.5 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2014. Créée sous forme d'association, l'aventure Balaguère a pris en 1992 le statut de SA et enregistre aujourd'hui, malgré des épisodes difficiles, un chiffre d'affaires en progression, ce qui n'est pas usuel par temps de crise dans le secteur du tourisme. Actuellement, La Balaguère emploie 35 salariés dans les Pyrénées et 350 guides et accompagnateurs permanents ou saisonniers dans le monde. Et signe, même si son fondateur s'en défend, une success-story ancrée au fin fond d'une vallée des Hautes-Pyrénées qui prouve qu'on peut innover et réussir même éloigné des grandes métropoles et voies de communication.

Des Pyrénées à l'Himalaya, de la randonnée aux balades à thème

Si les Pyrénées restent le fond de commerce de La Balaguère (environ 45% des clients en nombre), la PME arrensoise propose désormais près de 800 destinations et une offre démultipliée «*en groupe accompagné*», «*en liberté*», «*en famille*», ou encore une sélection «*neige & réveillons*» ou «*chemins de Compostelle*». Entreprise née d'une passion pour la montagne et l'échange, La Balaguère n'en a pas moins dû s'adapter à la demande des clients, qui dans les années 90, n'ont plus voulu porter les sacs à dos et ont souhaité des hébergements moins «*roots*». Le voyagiste a également dû abandonner des destinations devenues à risque, notamment en Afrique. «*S'adapter, faire de la satisfaction du client une priorité, consolider notre indépendance et l'esprit d'équipe des débuts restent nos fondamentaux*» affirme le fondateur qui réfléchit à la transmission, dans les 5 ans à venir, du flambeau. En attendant, La Balaguère poursuit son chemin dans les montagnes du●●●

monde en testant toujours de nouveaux concepts et marchés, la clientèle habituelle étant très fidèle mais vieillissante.

Le Japon, l'Indonésie, l'Iran seront donc parmi les prochaines destinations phare, tandis que le marché britannique, friand de randonnées, est courtisé depuis peu. La diversification est aussi à l'honneur dans la façon de voyager avec La Balaguère by bike ou encore les randonnées à thème : bien-être, aquarelle, philo, gastro…

Cet hiver dans les Pyrénées, la raquette rimera donc avec balnéo ou tapas, tandis que le séjour Cadaquès-Collioure avec la Méditerranée en toile de fond reste un best-seller indémodable. A La Balaguère, même si on parcourt la Cappadoce, le Cap-Vert, la Sierra Nevada, l'Annapurna ou le GR20, la passion des Pyrénées reste intacte et l'ambiance de cette entreprise pas comme les autres celle d'une bande de copains en tenue de montagne. Le vent de la vallée n'a pas faibli 30 ans après !

Par Emma BAO

SANTÉ

«TELEMEDICINE TECHNOLOGIES» exporte son savoir-faire sur les systèmes d'information hospitaliers

Positionnée sur plusieurs segments liés à la e-santé et déployée à l'international, «*Telemedicine Technologies*» enregistre depuis sa création en 2000, une croissance régulière de l'activité. La PME fondée par Yoani Matsakis, un ancien de l'équipe MEDES, a développé Cleanweb, une solution dédiée aux essais cliniques (phase 1 et 2) des médicaments testés par un panel de patients.

Yoani Matsakis, Pdt de Telemedicine Technologies SA , vient de signer l'accord du rachat en 2014, de la société Cardio Express à Athènes avec Ioannis Giakoumis , son dirigeant.

Ces derniers, en situation de mobilité, s'autoévaluent en temps réel. Il s'agit d'un suivi très fin, permettant d'apprécier l'efficacité d'un traitement, l'impact sur l'organisme des molécules administrées. L'Assistance Publique-Hôpitaux de Paris utilise depuis 10 ans cet outil. Outre l'analyse à distance des protocoles et traitements en cours de test, Cleanweb peut aussi servir à expérimenter des dispositifs médicaux auprès d'un échantillon d'usagers.

Autre secteur adressé, celui de la téléassistance. Dans le cadre d'un projet collaboratif, Telemedicine Technologies conduit au nom d'un consortium, un programme R&D financé par la région Midi-Pyrénées «*Easynov*», autour de la surveillance de patients maintenus à domicile, pour une évaluation de leur fragilité et un train de mesures prédictives pour les traiter à distance. La PME apporte sa contribution au niveau de la plateforme aidant à la prise de décision des téléassisteurs. Le CHU de Toulouse (Gérontopole), l'IRIT, Orange, Télégrafik et les mutuelles IMA, sont partie prenantes de ce programme.La PME a aussi acquis toute une expertise en matière de systèmes d'information hospitaliers (elle dispose de sa propre solution «*GeMED*») un savoir-faire qui lui a ouvert des opportunités d'affaires à l'international,

A RETENIR

- CA 2015 : 1,8 M€
- Effectifs : 23

1 TOP ÉCONOMIQUE

Achetez l'intégralité du fichier numérique 2016, 10000 entreprises et décideurs

pour 419 €HT
au lieu de 595 €HT

Fichier Intégralement actualisé

FICHIER DE 1368 ENTREPRISES avec adresse, téléphone, fax, chiffre d'affaires, % du CA à l'export, effectif, activité, code NAF... et les noms de plus de 8000 décideurs : dirigeants et responsables commercial, personnel, financier, fabrication, qualité et achats **(valeur unitaire 366€ HT)**.

Avec en exclusivité sur le fichier numérique : les sites web, les adresses mails, les responsables des services informatique et communication, les principaux responsables et contacts utiles aux entreprises ainsi que les prénoms de tous les responsables et les N° SIRET.

FICHIER DE 1000 CONTACTS «Services aux Entreprises» avec plus de 700 organismes classés en 14 rubriques : administrations, organisations professionnelles, innovation, financement, exportation... **(valeur unitaire 229€HT)**

* Possibilité de commander séparément le fichier des Entreprises et le fichier Guide des Services aux Entreprises.

Par téléchargement sur www.entreprises-midipyrenees.com ou sur CD-ROM

(bon de commande)

BON DE COMMANDE

A retourner à : « Entreprises Midi-Pyrénées »
11 Boulevard des Récollets – Immeuble Le Belvédère 6ème étage – 31078 TOULOUSE Cedex 4

Nom : ..... **Prénom :** ..... **Société :** .....

Adresse : .....

Code Postal : ..... **Ville :** ..... **Tél :** .....

Je vous passe commande du CD comprenant :
- ☐ l'intégralité du TOP Economique (502,80 € TTC) *(fichier Entreprises + fichier Guide des services)*
- ☐ le fichier de 1368 Entreprises (439,20 € TTC)
- ☐ le fichier Guide des Services aux Entreprises (274,80 € TTC)

Signature :

Ci-joint un règlement de ..... € par chèque bancaire ou postal à l'ordre de « Medef Haute-Garonne»

Je m'engage à respecter les conditions de licence d'usage des fichiers numériques. Le fichier, propriété de l'éditeur, est protégé par le code de la propriété intellectuelle. Aucun fichier gravé ou imprimé, toute reproduction non autorisée est passible des sanctions pénales de la contrefaçon. Le fichier est réservé à l'usage unique et exclusif. Contrairement à la jurisprudence, l'éditeur décline toute responsabilité quant aux erreurs ou omissions, je pourrai être poursuivi.

••• notamment en Afrique. De nombreux établissements hospitaliers sont demandeurs de solutions permettant de gérer entre autres le parcours de soins du patient (enregistrement, facturation, suivi à distance…). «*La mise en place de ces technologies nécessite des infrastructures de télécommunication et une bonne maîtrise de l'informatique médicale*», précise Patrick Givanovitch, en charge du développement. Au Bénin, l'entreprise est intervenue pour organiser l'échange de données entre hôpitaux (IRM, scanners), favoriser la télémédecine (rappels d'échographies sur mobile pour les femmes enceintes…). Un bureau a d'ailleurs été installé à Cotonou. La PME cible les pays émergents mais pas seulement. Une filiale a été implantée à Athènes (travailler la cardiologie à distance), un bureau mutualisé avec Onis Research a été ouvert à Tel Aviv.

Pour renforcer ces compétences et se positionner sur le marché américain, notamment sur la recherche clinique, Telemedicine Technologies a fusionné avec la société «*Triacys*», spécialisée dans le secteur de la dermato-cosmétique dans le contrôle de l'observance des traitements.

Les deux offres une fois réunies et bien ancrées dans ces métiers de la recherche clinique, seront complémentaires et permettront à Telemedicine Technologies de mettre un pied aux USA par ce rapprochement ; le marché américain étant de très loin le plus dense au plan mondial…●

Développer le home care à Toulouse

Si le siège social est à Boulogne-Billancourt, Telemedicine Technologies a établi un bureau à Toulouse (dans les locaux de Téléspazio, un de ses actionnaires aux côtés du Cnes). Cette base est appelée à se développer au fur et à mesure de l'essor de la e-santé. Dans le cadre du plan Silver Economie, la PME est porteuse d'un projet dédié au suivi des personnes fragiles à leur domicile, les retours d'hospitalisation étant en point de mire. Orange, l'IRIT, Telegrafik, le Gerontopole, le CHU de Toulouse sont dans la boucle de ce programme étalé sur 24 mois. «*Notre plateforme logicielle qui transforme le signal en données exploitables, est une des composantes clés de ce projet de R&D collaborative*» complète Patrick Givanovitch.

SILVER ECONOMIE :
le démonstrateur ESPASS détecte à proximité la fragilité de la personne

Lancé en 2012, le contrat national de filière Silver Economie est décliné sur l'ensemble du territoire avec l'installation de comités régionaux de filière dont celui de Midi-Pyrénées en 2014.

La Région a voté un plan de 15 M€ sur 3 ans, articulé autour de quatre axes : innovation, territoires, éthique et acceptabilité, stratégie de développement global. Deux initiatives structurantes ont été lancées à savoir l'appel à projets Silvereco (dans la cadre d'Easynov) et un démonstrateur financé dans le cadre du contrat de plan Etat-Région 2014-2020 (volet territoire catalyseur d'innovation). Madeeli anime un groupe de travail autour de cette initiative baptisée ESPASS (espace parcours santé social). Chargé de détecter la fragilité et de suivre les personnes âgées à proximité de leur domicile, ce démonstrateur basé dans le Gers aura vocation a être dupliqué dans d'autres départements. L'ARS (Agence régionale de la santé) est dans la boucle pour gérer la plateforme de coordination des données recueillies. Inter Mutuelles Assistance apporte aussi sa contribution. Très ouverte sur l'écosystème, cette structure qui fédère plusieurs mutuelles a mis en place des rencontres avec les start-up.

«*Nous réfléchissons au modèle économique, capable de financer la prolongation de la phase d'autonomie de la personne à domicile*» ajoute pour sa part Pierre Benaim, en charge de la Stratégie régionale de l'innovation. Qui doit payer, la Sécurité sociale, le particulier, la mutuelle… ? Vraisemblablement, l'option co-investissement avec des co-remboursements sera une piste de bon sens.●

Par Jean-Luc BÉNÉDINI

AGROALIMENTAIRE

DUCS DE GASCOGNE :
du foie gras au Fast-Food Gascon !

L'emblématique fabricant de produits à base de foie gras basé à Gimont dans le Gers, Ducs de Gascogne, a bien élargi son offre en essayant de désaisonnaliser les ventes concentrées sur les fêtes de Noël.

La gamme comprend désormais des produits frais longue conservation, des salaisons de canard, de l'épicerie fine (Noir de Bigorre, Moose Smoke House d'Auch…). Pierre Dubarry le pdg prépare le lancement d'un Fast-Food Gascon dont un point pilote a ouvert en juillet 2015 à Gimont dans la boutique. L'idée est de proposer un burger chaud à base de canard, de bœuf, de foie gras, made in Gascogne pour 12€ avec un dessert, une boisson et un café. Le Fast-Food Gascon serait associé à une boutique dédiée à la gamme Ducs de Gascogne. La marque est distribuée à travers 190 corners sur le territoire plus la VAD, les ventes aux CE. Ducs de Gascogne emploie 75 salariés

Pierre Dubarry présentant le burger gascon.

pour un CA de près 11 M€ dont 10% à l'export grâce à l'obtention du certificat IFS. Un hôtel trois étoiles avec restaurant gastronomique, la villa de Cahuzac, sont venus compléter l'offre à Gimont. Et des cours de cuisine sont proposés au public. «*On essaye de maintenir les traditions tout en suivant l'évolution du comportement des consommateurs*». ●

Par Emma BAO

e-COMMERCE

UNOOC facilite la vente en ligne de médicaments et aiguille vers les pharmacies de nouveaux clients

Nicolas Michel
codirigeant de Unooc

Les pharmacies depuis décembre 2012 sont autorisées à vendre en ligne les médicaments ne faisant pas l'objet d'une ordonnance. Cette ouverture a incité Nicolas Michel et son associé à développer un site référençant les officines agréées avec leurs produits disponibles. Un comparateur de prix permet aux internautes de composer leur panier en fonction des meilleures offres. Deux ans après l'ouverture de ce service web, ses fondateurs ont créé en 2015 la start-up Unooc hébergée au sein de l'IOT Valley. Une cinquantaine de pharmacies ont déjà adhéré à cette formule génératrice de chiffre d'affaires sur leurs sites marchands respectifs.

Un portail d'achat de produits de santé a été mis en place pour les apothicaires qui n'ont pas de site marchand. Les internautes repèrent la pharmacie de proximité, constituent en ligne leur panier et vont ensuite récupérer et régler leur commande. «*Nous ne vendons rien, nous routons les visiteurs vers le réseau des officines partenaires, lesquelles nous rémunèrent en fonction des clients envoyés*» précise Nicolas Michel. Le pharmacien garde la main sur les transactions et exerce pleinement sa fonction de conseil.

Le e-commerce de médicaments ne représente que 3% du marché en France mais cette part est en croissance régulière. En Allemagne, c'est déjà 10%. «*Notre comparateur est un outil des plus pertinents, sur certains produits comme les nicopatch, les prix peuvent aller du simple au triple !*» argue Nicolas Michel en mettant en avant l'intérêt pour les indépendants mais aussi pour les regroupements à gagner en visibilité et capter ainsi du public. Surtout dans un secteur où la transmission/reprise est en panne. Une pharmacie fermerait tous les deux jours. ●

Par Emma BAO

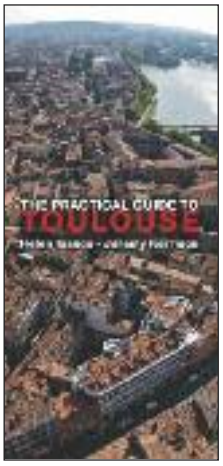
ÉDITION

7e édition du Practical Guide to Toulouse/Midi-Pyrénées

Catherine Pieskiewicz-Mazeres
germaniste

La 7e édition du Practical Guide to Toulouse/Midi-Pyrénées est désormais disponible. Idéal pour les touristes anglais et tous les expatriés pratiquant cette langue, cet ouvrage écrit par deux anglophones, Helen Isaacs et Jéremy Kerrison (guides touristiques et traducteurs) raconte brièvement l'histoire de la ville rose, présente les hauts lieux du patrimoine, détaille trois balades dans la ville et des idées d'excursions dans la région. Les moments forts culturels et sportifs sont aussi mentionnés tout comme est évoquée la gastronomie locale. Un carnet d'adresses avec les «*essentiels*» complète ce guide à la riche iconographie (plus de 150 photos).

Lancé par les éditions le Pérégrinateur, cet ouvrage au format très ergonomique est vendu 11,50€. «*Plusieurs entreprises ont passé commande pour leurs salariés et clients de passage*» précise Catherine Piskiewicz-Mazeres, cofondatrice avec son



mari en 1991 de cette maison d'édition qui compte parmi ses fleurons l'Histoire des villes illustrée. Toulouse, Paris, Marseille et Lyon font partie de la collection. Autres titres phares : l'Histoire du Père Noël, Histoire naturelle et morale de la nourriture, Les Fêtes de la table-les traditions alimentaires… Parmi les projets en cours, on peut citer l'Histoire de France illustrée, livre qui nécessite toute une recherche iconographique et documentaire pour parvenir à une synthèse des plus pertinentes.●

www.leperigrinateurediteur.com

Par Mario MARTINEZ

INFORMATIQUE

Conseil Régional Languedoc-Roussillon : son informatisation avec GMAO

Lycée Georges Frêche Montpellier préparant aux métiers de la gastronomie, de l'hôtellerie et du tourisme.

En novembre dernier, le Conseil Régional du Languedoc-Roussillon et l'éditeur de progiciels de Gestion de la Maintenance Assistée par Ordinateur (GMAO), CARL Software, ont présenté à la presse le progiciel CARL Source permettant à trois grands services de gérer simplement et efficacement leurs équipements, stocks, effectifs et prestataires. L'outil est utilisé de deux manières différentes : soit directement à partir de n'importe quel PC situé sur les différents sites du CRLR, soit par utilisation de l'application mobile CARL Touch accessible sur smartphones et tablettes. Il constitue une solution commune pour la gestion de trois périmètres d'activité aussi distincts que sont l'éducation, le patrimoine bâti et les ports. Conduit par la Direction des Systèmes d'Information (DSI), le projet d'implémentation de la GMAO CARL Source a débuté en 2012, après deux ans de recueil des besoins auprès des différents métiers représentés par les 3 directions.

La mise en œuvre du logiciel s'est déroulée en 2 grandes étapes, tout d'abord auprès de la direction de l'éducation en 2013, puis en 2014 ce fut au tour de la sous-direction des ports et de la direction du patrimoine bâti de déployer la solution.

Grâce à la forte collaboration entre les équipes de CARL Software et celles de la DSI, le projet a réussi à tenir compte des spécificités de chaque direction. L'interface homme-machine a été particulièrement étudiée pour aboutir à une ergonomie simplifiée. Les bénéfices constatés sont une meilleure réactivité dans la maintenance, une meilleure gestion des stocks, un historique précis des interventions, une comptabilité analytique affinée, mais aussi des synthèses et analyses rapides, des éléments tangibles permettant de mieux appréhender les décisions à prendre, une garantie d'un patrimoine aux normes et à jour, et bien entendu une diminution très importante de la gestion «*papier*». ●

CARL SOFTWARE - l'essentiel

> Leader français dans la conception de solutions informatiques de gestion d'équipements et de maintenance, installé en région lyonnaise ;
> CA 2014 : 10 M€, 118 personnes ;
> 70 nouveaux clients sur 2014 ;
> Domaines d'activité couverts : industrie, immobilier et services, transports publics, hôpitaux ;
> Exemples de références nationales et internationales : Renault Trucks, Parlement européen, Communauté urbaine Bordeaux, Institut Gustave Roussy, LGV Tours–Bordeaux, Métro New York, Saur, Bouygues Telecom.
> Références en Midi-Pyrénées : Toulouse International Airport, Lindt, Clinique Pasteur.

Principales fonctions GMAO pour chaque activité

Education (87 lycées): inventaire et maintenance du parc immobilier et des équipements techniques, intégration des plans et navigation graphique dans les locaux;
Patrimoine bâti (35 sites - 75 000 m²): suivi des demandes de service sur une base unique, intégration des gammes de prévention;
Ports (Sète et Port-La Nouvelle): gestion du dragage des bassins et chenaux, de l'entretien des quais et digues.

Quai en cours de construction dans le port de Sète.

Par Emma BAO

FABRICATION ADDITIVE

FEELOBJECT se positionne sur le prototypage, la fabrication d'outillages et de pièces en série

A peine fondée en juillet 2015, cette start-up de la fabrication additive a déjà engrangé ses premiers clients. Feelobject a livré des prototypes et des préséries de pièces, d'outillages et d'objets connectés. La Pme réalise l'ingénierie, le design, la remodélisation au format impression 3D et sous-traite aux meilleurs de la place, la partie production.

De g. à d. : Cécile Favy-Huin et Sylvain Huin.

«*Nous avons une forte expertise en matériaux, notamment sur les polymères*» complète Sylvain Huin, créateur avec son épouse Céline et Pascal Garrin de la société. Selon les propriétés souhaitées, les caractéristiques techniques…l'entreprise va choisir la technologie et le matériau les plus pertinents. Ce qui suppose une bonne connaissance des fournisseurs, des parcs machines et procédés utilisés.

Feelobject intervient également en conseil pour aider les industriels à intégrer la fabrication additive au sein de leurs ateliers. Sur de la pièce unitaire ou de la petite série… l'impression 3D cumule plusieurs avantages : un prix compétitif, de la souplesse et rapidité d'exécution, une créativité maximale en design…

«*Dans le domaine de l'outillage, le potentiel est énorme ; on peut imaginer de nouveaux gabarits, outils de contrôle, supports pour de l'assemblage*» argue Céline Favy-Huin.

La start-up se positionne aussi sur le moule en résine. L'objectif est de mettre au point une empreinte suffisamment résistante pour injecter quelques pièces. L'intérêt est double. Cela permet de valider la qualité du futur moule en métal et de ce qui y sera injecté. L'option intéresse aussi ceux qui ont besoin d'une petite série (une trentaine d'exemplaires par exemple).

Pour maintenir au top le niveau de veille, sensibiliser les industriels à l'impression 3D, la PME a adhéré au pôle Aerospace Valley. Elle a aussi été retenue par la Région dans le cadre des appels à manifestation d'intérêt sur l'usine du futur. Feelobject pourra apporter du conseil, faire des études de faisabilité, aider au changement les entreprises qui franchissent le pas. 50% de la prestation est financée par la collectivité territoriale. La start-up apporte également sa contribution à Artilect Fablab Pro, structure qui met à la disposition des professionnels une plateforme de fabrication numérique dont la fabrication additive [1].

En Région, la filière s'étoffe progressivement. L'agence Madeeli organise des animations sur la thématique, le dernier salon Siane a consacré un atelier de travail au sujet, l'IRT Saint-Exupéry va prochainement inaugurer un laboratoire commun installé au sein d'une entreprise. Fusia, Prismadd en ont fait leur métier. Airbus s'est équipé d'une plateforme. Feelobject entend jouer un rôle de facilitateur pour toutes les entreprises désireuses de prendre le train en marche de cette révolution qui impacte tous les secteurs d'activité. ●

(1) : Cet espace est équipé de machines d'impression 3D, de découpe laser, de fraisage numérique…

A la direction, un trio aux compétences complémentaires

Pascal Garrin possède une solide expérience en matière de BE et design. Celine Favy-Huin a un profil de commerciale tout en ayant des compétences en RH. Sylvain Huin a tout un savoir-faire en production et supply chain. Originaire de Clermont-Ferrand, le couple est installé à Toulouse depuis deux ans seulement.

Fabrication additive : le marché

La France ne représente que 3% du marché mondial de la fabrication additive, c'est dire la marge de progression de la filière. L'impression 3D est bien représentée aux USA avec 35% des parts. Dans ce pays, 30% des industriels l'utilisent, un autre tiers connait la technologie sans l'intégrer, le tiers final ignore son existence.

FORMATION

L'INSA confie à Nanolike l'authentification de ses diplômes

Cette année pour la 1re fois, le diplôme des nouveaux ingénieurs de l'INSA Toulouse sera délivré accompagné d'une carte «*attestant l'obtention du diplôme*». Elle permettra d'attester l'authenticité du document sur un format carte bancaire, protégé de la falsification par un marqueur à base de nanoparticules. Cette technologie, Nanoproof® by Nanolike, garantit l'intégrité du support ainsi que celles des informations personnelles. L'ambition de cette démarche est aussi, en réponse à de très nombreuses demandes des entreprises, de garantir aux DRH le parcours des ingénieurs recrutés.

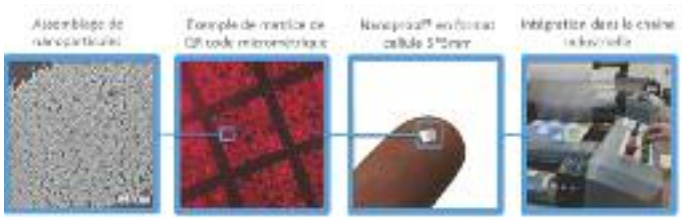
Illustration de la solution de sécurité à base de Nanoproof®. Le Nanoproof®, ici sous la forme d'un QRcode micrométrique invisible à l'oeil nu, est constitué d'un assemblage de nanoparticules luminescentes. Révélé par excitation via le flash d'un smartphone, il donne accès dans cet exemple à la photographie, aux nom et prénom présents sur la carte d'identité lors de sa fabrication. A gauche, les informations révélées par le code sont identiques à celles présentes sur la carte, le document est authentique. A droite, la photographie révélée par le QR-code est différente de celle présente sur carte, le document est un faux.

Le Nanoproof® est une nouvelle méthode de marquage à l'aide de nanoparticules invisibles. Issue d'un transfert de technologie réussi entre le Laboratoire de Physique et des Nano-Objets (LPCNO – CNRS/INSA/UPS), laboratoire de recherche public et deux ingénieurs fraîchement diplômés, elle est développée et commercialisée par Nanolike, une start-up toulousaine qui vient de décrocher son premier contrat pour sécuriser des diplômes des ingénieurs de l'INSA Toulouse.

La contrefaçon est en augmentation constante et n'épargne aucun secteur d'activité, des médicaments aux produits de consommation courante en passant par les produits de luxe ou les documents officiels. La meilleure protection consiste à sécuriser le produit dès sa fabrication à l'aide d'une technologie non reproductible.

Ainsi la jeune société Nanolike (créée en 2012 par deux ingénieurs de l'INSA Toulouse) développe une solution de sécurité anti-contrefaçon pour les documents d'identité et certificats d'authenticité.

Cette solution consiste à réaliser un marquage de taille micrométrique, invisible à l'oeil nu, réalisé à partir d'un assemblage de nanoparticules luminescentes. Ces nanoparticules sont organisées de manière à coder des informations personnalisées présentes sur le document. Le Nanoproof® est directement intégré au document lors de sa fabrication.



Un simple smartphone permet de scanner Nanoproof® et d'accéder ainsi à l'authentification des données.

Le programme de maturation de Toulouse Tech Transfer a considérablement accéléré le développement de cette technologie issue d'un laboratoire de recherche de l'école. Ainsi en 2015, celle-ci est désormais arrivée à un niveau de maturité suffisant pour initier des investissements techniques et commerciaux, une première ligne de fabrication a d'ailleurs été mise en service durant l'été 2015.

Pionnière dans l'utilisation des nanoparticules appliquées au marquage anti contrefaçon, Nanolike se positionne également en leader sur le marché des nanocapteurs. Primée de nombreuses fois dans le domaine de l'innovation, labellisée «*BPI France Excellence*» en 2015, Nanolike exploite le potentiel révolutionnaire des nanotechnologies et ambitionne de devenir un leader mondial de la fabrication française de dispositifs à base de nanoparticules. Les principales applications des Nanoproof® sont la sécurisation des biens et denrées de luxe (bijouterie, maroquinerie, vins et spiritueux) mais également des documents d'identité (carte d'identité, carte d'authentification, certificats…).

Actuellement, Nanolike a plusieurs autres contrats en cours de négociation qui devraient se concrétiser très prochainement, amenant ainsi à la fabrication de plusieurs millions de Nanoproof® par an et par client dès 2016. C'est un décollage rapide qui est prévue en 2016 pour la start-up qui est passée de 2 fondateurs en 2012 à 12 salariés en 2015 et compte doubler les effectifs d'ici 2 ans.

PROCÉDURES AUX PRUD'HOMMES ET DANS L'ENTREPRISE

Bon et mauvais FORMALISME

S'agissant des droits judiciaires de la défense, le juriste allemand Rudolf von Jhering a pu écrire : «*ennemie jurée de l'arbitraire, la forme est la sœur jumelle de la liberté*». Il y a donc un bon formalisme. Mais le formalisme peut dégénérer en vice lorsque la forme empêche l'examen loyal du fond.
Dans trois arrêts récents, la Cour de cassation sait faire la distinction entre bon et mauvais formalisme.

Echec du formalisme en cas de licenciement

Il s'agit ici du formalisme imposé pour la procédure de licenciement.

Dans un arrêt récent[1], la Cour de cassation rappelle le bon principe. Dans cette affaire, un salarié, à l'issue d'une procédure régulière, s'était vu infliger une sanction de rétrogradation –mutation avec baisse de salaire–. Cette sanction apportant modification substantielle du contrat de travail, le salarié pouvait la refuser, ce qu'il a fait. L'employeur lui a alors notifié une nouvelle sanction, un licenciement, quelques jours plus tard sans convoquer le salarié à un nouvel entretien préalable. La cour d'appel de Douai juge alors le licenciement sans cause réelle et sérieuse et inflige notamment à l'employeur des dommages intérêts pour rupture abusive. La Cour de cassation désavoue la cour d'appel au motif «*que l'absence d'entretien préalable n'a pas pour effet de priver la cause du licenciement de son caractère réel et sérieux*», excellent principe qu'il est bon de voir rappeler de temps à autre.

L'instance peut être périmée

La péremption de l'instance répond à un sain formalisme qui tend à protéger la partie de bonne foi, souvent l'employeur, contre le comportement dilatoire de son adversaire et qui tend à soulager le défendeur d'une perpétuelle épée de Damoclès.

En matière prud'homale, en application des articles 381 du code de procédure civile et R. 1452-8 du code du travail. «*L'instance n'est périmée que lorsque les parties s'abstiennent d'accomplir pendant un délai de deux ans… les diligences qui ont été expressément mises à leur charge par la juridiction*».

Dans cette affaire[2], Monsieur X., salarié, saisit le conseil de prud'hommes le 4 septembre 1997. Diverses péripéties font durer l'affaire, le conseil de prud'hommes ayant ordonné un sursis à statuer dans l'attente d'une décision pénale. C'est ainsi que l'instance prud'homale est seulement réinscrite au rôle du 9 décembre 2004 et, à la suite de plusieurs renvois, une décision de radiation est intervenue le 27 septembre 2007.

Aux termes de cette décision, il était décidé que l'affaire ne pourrait être réintroduite qu'après un délai de deux mois, sur justification que les parties aient communiqué à leur adversaire l'ensemble de leurs pièces et moyens. Or, le demandeur a attendu le 30 août 2011 pour demander la réinscription de l'affaire, effectuant cette demande largement hors délai –de 2 ans–. Le conseil de prud'hommes puis la cour d'appel de Douai en déduisent que l'instance est périmée et déboutent le demandeur de l'intégralité de ses demandes.

La Cour de cassation les approuve, constatant avec la cour d'appel, «*que le conseil de prud'hommes avait par une décision… régulièrement notifiée, prescrit des diligences et imparti un délai à cet effet à l'expiration duquel un délai supérieur à deux ans s'était écoulé sans que ces diligences ne fussent effectuées*».

L'avocat est dispensé de mandat écrit

En bureau de conciliation, lorsque le défendeur n'est pas personnellement présent, il est tentant, pour le demandeur, de chercher à profiter de l'aubaine pour obtenir du bureau de conciliation des mesures «*punitives*» contre un adversaire défaillant et ce au mépris des droits de la défense.

La tentation est la même lorsque le défendeur est représenté par un mandataire dont le demandeur tend à démontrer qu'il n'est pas en règle et qu'il doit être considéré comme purement et simplement inexistant, le défendeur, bien que représenté, devant alors être considéré également comme absent.

L'article R.1454-12 du code du travail fixe le régime de l'absence du demandeur lors de la tentative de conciliation : s'il «*ne comparaît pas sans avoir justifié… de motif légitime, le bureau de conciliation déclare la demande et la citation caduques*» (sauf) «*si le demandeur, absent pour un motif légitime est représenté par un mandataire muni d'un écrit l'autorisant à concilier en son nom et pour son compte*».

Dans notre affaire[3], un demandeur était représenté par un avocat qui ne disposait pas d'un mandat spécial écrit l'autorisant à concilier.

Le bureau de conciliation, à qui l'employeur avait demandé de prononcer la caducité de la demande pour une observation des dispositions de l'article R.1454-12 du code du travail sur la représentation du demandeur, a renvoyé l'affaire devant le bureau de jugement qui, après avoir procédé sans succès à une nouvelle tentative de conciliation, a rendu son jugement sur le fond. La cour d'appel de Paris constate également l'absence de caducité de l'instance, se prononce sur le fond et condamne l'employeur.

Devant la Cour de cassation, l'employeur persiste à soutenir sa thèse de la caducité mais la Haute Juridiction ne le suit pas considérant que la règle posée par l'article R .1454-12 «*ne s'applique pas à l'avocat qui tient des articles 416 et 417 du code de procédure civile une dispense générale d'avoir à justifier, à l'égard du juge et de la partie adverse, qu'il a reçu un mandat de représentation comprenant notamment le pouvoir spécial d'accepter ou de donner des offres*».

Certes, cette décision était défavorable à l'employeur mais elle nous intéresse car elle pose le principe plus général de la dispense pour l'avocat d'avoir à justifier par écrit un mandat général de représentation qu'il tient de sa fonction.

Dans de très nombreux cas, les avocats des employeurs absents pourront se prévaloir de cette décision de la Cour de cassation pour défendre, sans restriction ni tracasserie, les intérêts d'une entreprise qui n'aurait pas donné ce pouvoir écrit. ●

(1)Cass. Soc. 16 septembre 2015, n° 14-10325
(2)Cass. Soc. 17 juin 2015, n° 13-28112
(3)Cass. Soc. 10 juin 2015, n°14-11814

FOCUS sur la conjoncture, l'immobilier, les ménages…

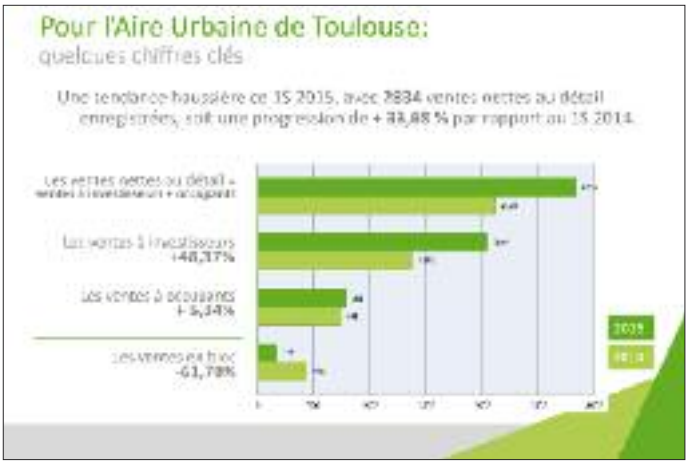
La production industrielle en Midi-Pyrénées a été relativement stable en octobre d'après la Banque de France Midi-Pyrénées. Les carnets de commandes se sont renouvelés à un bon rythme. Les perspectives demeurent assez confiantes pour la fin de l'année.

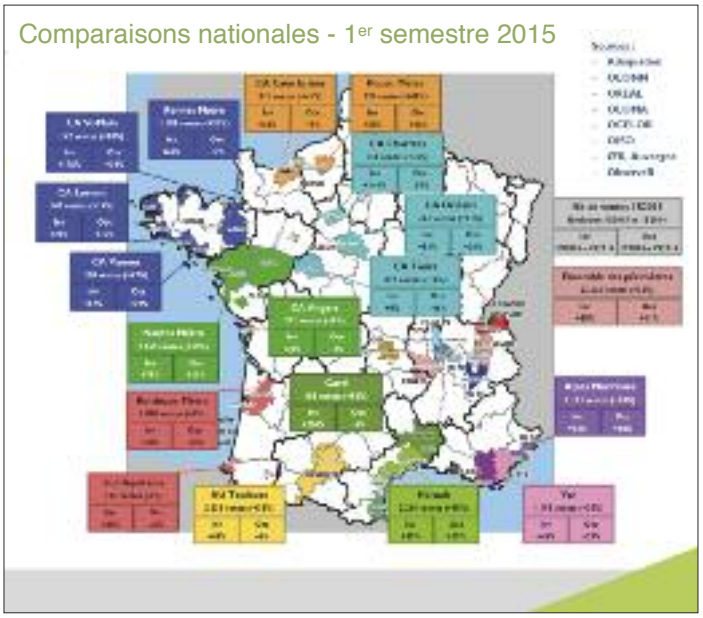
Dans le domaine des services, l'activité s'est inscrite en très légère hausse. Les chefs d'entreprise anticipent une accélération du courant des affaires pour les tout prochains mois. Dans l'industrie, une progression de l'activité est attendue à court terme par les chefs d'entreprise.

L'agroalimentaire a subi une hausse des prix de certaines matières premières sans pouvoir les répercuter à la vente. La demande étrangère a été particulièrement dynamique dans l'aéronautique et l'espace. Dans le bâtiment le léger rebond de l'activité constaté à la fin du deuxième trimestre s'est confirmé.

Un nouveau recul, mais de moindre ampleur, a été enregistré dans les travaux publics. Les carnets de commandes demeurent étroits. Les prévisions restent prudentes, la filière attend une reprise progressive en 2016 avec les 1er effets des mesures de soutien annoncées par le gouvernement.

LES CHIFFRES DE L'IMMOBILIER SUR LA COMMUNAUTÉ URBAINE DE TOULOUSE





Evolution du nombre de ménages en Midi-Pyrénées et Languedoc-Roussillon

Midi-Pyrénées est la 8e région la plus peuplée de métropole, avec 2 862 250 habitants en 2009. La quasi-totalité de ces habitants vit au sein de ménages, unité désignant l'ensemble des personnes qui partagent la même résidence principale. En 2030, si les tendances démographiques récentes et les comportements de cohabitation se maintenaient, Midi- Pyrénées compterait 1 610 650 ménages, contre 1 274 000 en 2009. Le nombre de ménages progresserait ainsi de 26,3 %, soit en moyenne de 1,1 % par an contre + 0,8 % en moyenne en métropole. Cette croissance serait plus vive en début de période, jusqu'en 2015 (1,2 %) qu'en fin de période, entre 2025 et 2030 (1,0 %). Midi-Pyrénées serait la 2e région la plus dynamique en termes d'accroissement du nombre de ménages après le Languedoc-Roussillon, suivie de près par les Pays de la Loire et la Corse.

Contrats santé responsables

Nouvelles règles

Le décret n° 2014-1374 du 18 novembre 2014 modifie la définition des contrats santé dits «responsables». Votre régime collectif est concerné !
Les contrats santé responsables sont apparus en 2006 pour accompagner la mise en place du parcours de soins coordonné. Ils imposaient le respect de certaines obligations en contrepartie d'avantages fiscaux et sociaux. Afin de mieux contrôler l'augmentation des dépenses de santé, les pouvoirs publics ont décidé de redéfinir ces contrats. Le décret correspondant est paru au Journal officiel le 19 novembre dernier.

Remboursements plus encadrés

Les contrats responsables doivent désormais rembourser la totalité du ticket modérateur pour toutes les dépenses de santé à l'exception des médicaments à service médical faible ou modéré (dont l'homéopathie) et des cures thermales. Le forfait hospitalier doit aussi être pris en charge en totalité et sans limitation de durée. Mais le décret introduit surtout deux nouveautés majeures. Il limite d'abord plus étroitement le remboursement des dépassements d'honoraires, en particulier des médecins qui n'adhèrent pas au contrat d'accès aux soins. Dans le même esprit, la prise en charge des dépenses d'optique est encadrée par six niveaux de planchers et de plafonds selon le niveau de correction, avec un équipement tous les deux ans, sauf pour les mineurs ou en cas de justification médicale.

Mise en conformité

Dans le cadre des régimes collectifs et obligatoires, la loi n'accorde le bénéfice des aides sociales et fiscales qu'aux seuls contrats responsables. Il est donc important de mettre vos contrats en conformité sous peine de voir ces aides remises en cause. Ces nouvelles dispositions entrent en vigueur le 1er avril 2015. Toutefois, une période transitoire est accordée jusqu'au 31 décembre 2017 pour la mise en conformité des contrats collectifs signés avant le 9 août 2014, sous réserve de ne pas modifier l'acte qui les a institués.

Nos experts vous accompagnent

Vos contrats respectent-ils ces nouvelles règles ? Nos experts vous informent, vous conseillent et vous accompagnent en toute transparence.

La position de la Mutuelle

Si elle salue l'encadrement des remboursements, la Mutuelle déplore que les plafonds soient fixés à un niveau trop élevé. Leur effet inflationniste risque de rendre plus difficile l'accès à une complémentaire santé ou d'augmenter le reste à charge des assurés. La suppression de toute référence à un plancher minimal de remboursement des soins dentaires, et de la prévention est un autre point négatif. Enfin la prise en charge illimitée du forfait journalier hospitalier et l'élargissement du champ du ticket modérateur, risquent d'avoir un impact sur les cotisations, pour des contrats qui restent très lourdement taxés. Les délais très courts imposés pour la mise en œuvre de ces nouvelles règles sont également très critiquables.

02 23 25 01 61
karine.noel@harmonie-mutuelle.fr
www.protection-sociale-entreprise.fr

Harmonie Mutuelle, spécialiste de la protection sociale en entreprise, 1re mutuelle santé de France.

Harmonie mutuelle
En harmonie avec votre santé
www.harmonie-mutuelle.fr

GROUPE ciléo

Action Logement

Un financement à la mesure de votre projet immobilier

Le Groupe Ciléo offre des réponses adaptées à tous les besoins immobiliers des salariés. En matière de financement, profitez d'un accompagnement totalement gratuit et personnalisé jusqu'à l'émission de l'offre de prêts par nos professionnels experts dans leur domaine, de plans de financement optimisés prévenant les risques, de l'accès aux meilleurs taux du marché et à la formule d'assurance la plus adaptée.. Des services dont 94 % de nos clients se déclarent satisfaits*.

Acquisition, location, financement immobilier : concrétisez l'ensemble de vos projets logements avec le Groupe Ciléo.

www.groupecileo.com

LA CITÉ JARDINS — ciléo — promologis — Maisons Claires — ciléo

La puissance d'un groupe, la synergie d'un réseau.

*enquête réalisée en juin 2013 par Ciléo Financement auprès de 2500 clients - taux de réponse 18%